

Bertrand: "La défaite de l'UN est due à Masse, Cardinal et Beaulieu"



LA défaite de l'Union nationale aux dernières élections provinciales est due, selon M. Jean-Jacques Bertrand, à l'incohérence de MM. Marcel Masse, Mario Beaulieu et Jean-Guy Cardinal relativement à la question constitutionnelle.

L'ancien premier ministre reproche surtout à ses trois collègues d'avoir dévié de la position mitoyenne qu'il avait lui-même adoptée sur cette question.

Ainsi, il blâme l'ex-ministre des Affaires intergouvernementales, M. Masse, d'avoir parlé, durant la campagne électorale, d'une alliance éventuelle entre l'UN et le Parti québécois.

Il reproche à M. Mario Beaulieu, ministre des Finances dans le cabinet UN, d'avoir affirmé que le Québec "deviendra indépendant en 1974 à moins qu'il y ait déblocage dans les négociations constitutionnelles".

Enfin il reproche à son ancien ministre de l'Éducation, M. Cardinal, d'avoir affirmé, lors de la campagne au leadership du parti, que l'UN était ouverte à toutes les options constitutionnelles, y compris celle de l'indépendance.

LA PRESSE publie aujourd'hui, à la page 58, le texte de l'entrevue par M. Bertrand à la Presse canadienne, entrevue au cours de laquelle il a porté ces accusations.

Cabano: refus du ministre; on craint d'autres actes de violence

par Gilles RACINE

CABANO — Le ministre des Terres et Forêts, M. Kevin Drummond, ayant refusé de se rendre à l'ultimatum que lui lançait hier soir le maire

Guy Michaud, le conseil municipal de Cabano se réunit présentement pour étudier les propositions du ministre visant à faire patienter la population de cette municipalité du bas Saint-Laurent jusqu'à son arrivée vendredi, mais l'on craint que cela

ne soit pas possible. Hier soir, le maire Guy Michaud, pressé par les membres du "Comité de survivance de Cabano", avait sommé le ministre de venir dès aujourd'hui rencontrer la population sinon il ne répondait pas des actes que pourraient poser les citoyens.

Le ministre Drummond a appelé à 10h30 ce matin le maire Michaud pour lui faire part qu'il ne pourrait venir aujourd'hui. Il a offert au conseil municipal trois possibilités:

- les membres du Conseil peuvent se rendre à Québec aujourd'hui pour le rencontrer;
- ils peuvent aussi accepter de recevoir dès aujourd'hui son chef de cabinet, M. René Houde, pour le

Voir CABANO en page 6

"C'est la pire cochonnerie"

QUEBEC (PC) — "J'approuve entièrement la colère de Cabano, tant qu'elle ne donne pas trop dans le vandalisme et la malhonnêteté", a déclaré le curé de Cabano, M. Lionel Hudon.

Un journaliste, a ajouté qu'il est conscient de la justice de cette cause et prêt à appuyer ses paroissiens.

"C'est la pire cochonnerie qui se soit faite au Québec", a affirmé de

Voir LA PIRE en page 6



Photo Antoine Déjeux, LA PRESSE

"Il faut que le ministre vienne aujourd'hui, non pas pour rencontrer les membres du conseil municipal, mais la population", déclare un des membres du "comité de survivance" au maire de Cabano, M. Guy Michaud, à gauche.

Drapeau et ses 44 conseillers seront candidats aux élections

par Claude MASSON

Le maire Jean Drapeau en tête mais son père J. N. Drapeau exclu, des 44

conseillers municipaux du Parti civique à l'hôtel de ville de Montréal veulent tous se porter à nouveau candidats aux élections du 25 octobre dans la métropole.

Même si le Front d'Action Politique (FRAP) a déjà annoncé qu'il présenterait des candidats dans au moins dix des 17 districts électoraux de Montréal, les conseillers du Parti civique et du maire Jean Drapeau sont prêts au combat.

Tel est le résultat d'un bref sondage effectué auprès de la grande majorité

des conseillers de cette équipe à l'issue de la première journée du caucus annuel du Parti civique qui, à ce lieu, hier, dans un restaurant du nord de la métropole.

A la question: "Serez-vous candidat du Parti civique au scrutin d'octobre?", tous ont répondu dans l'affirmative, ajoutant même que leurs collègues, à moins d'exceptions encore inconnues, feraient de même.

Voir CONSEILLERS en page 6

Autres informations, page 3

- Annonces classées / 62 à 71
- Arts et Spectacles / 50 - 51
- Bandes dessinées / 94
- Cinéma / 51
- Décès, naissances, etc. / 72
- Editorial / 4
- Êtes-vous observateur? / 66
- Finance / 80 à 83
- Horoscope / 40
- Informations étrangères / 61
- Informations nationales / 2
- Les secrets de polichinelle / 44
- Mots croisés / 63
- "Mot-mystère" / 65
- Radio et télévision / 51
- Sports / 27 à 36
- Tribunaux / 7 - 8
- Terre des Hommes / 12
- Vie dans les parcs / 94
- Vie féminine / 40 à 44
- Vie mondaine / 41
- Votre médecin / 44

Construction: la session semble inévitable et il y a risque de guerre intersyndicale

par Pierre VENNET

envoyé spécial de LA PRESSE

QUEBEC — La présence du sous-ministre Réal Mireault à la table des négociations n'a pas réussi à écarter la menace d'une session spéciale de l'Assemblée nationale vendredi, pour régler le conflit de la construction.

Au contraire, celle-ci devient de plus en plus certaine à mesure que les heures s'écoulent. Qui plus est, non seulement la grève

de quelque 23,000 ouvriers de la construction, affiliés à la Confédération des syndicats nationaux, se continue, mais le conflit risque de dégénérer en lutte intersyndicale et de nuire au front commun intersyndical sur l'assurance-maladie.

C'est hier après-midi que M. Mireault a fait son apparition silencieux à la table de négociations.

Le ministre du Travail, M. Pierre Laporte, accédait ainsi à la demande du président général de la CSN, M. Marcel

Pepin, qui désirait que le ministre soit présent à la table des négociations.

Représentant personnel du ministre, M. Mireault ne participe toutefois pas aux négociations, les représentants du gouvernement à la table demeurant MM. Claude Mériteau et Jean Boily. M. Mireault se contente d'écouter et d'informer le ministre sur le déroulement des pourparlers.

Session?

M. Louis Laberge, président de la Fé-

dération des travailleurs du Québec, qui dirigeait hier, la délégation de la FTQ, a déclaré aux journalistes qu'il est convaincu qu'il ne sortira rien de la présence de M. Mireault, parce que les parties sont encore trop éloignées.

M. Réginald Lauzier, président montréalais de la Corporation des Maîtres-électriciens, a tenu des propos identiques ainsi que plusieurs porte-parole syndicaux et patronaux.

Le président de la Confédération des Voir CONSTRUCTION en page 6

\$100 millions pour l'habitation

par Pierre O'NEIL de notre bureau d'Ottawa

Ottawa. — Le gouvernement a décidé de libérer \$100,000,000 pour les injecter dans le secteur de l'habitation dans un effort en vue de relever d'environ 15,000 unités, le nombre des mises en chantier durant l'année en cours.

Le budget de la Société Centrale d'hypothèques et de logements est ainsi porté à \$950,000,000 qui ont été ou qui seront consacrés à la construction au cours de l'année.

En annonçant que \$100,000,000 additionnels sont libérés, le ministre chargé de l'habitation, M. Robert Andras, a indiqué que ces sommes seraient généralement mises à la disposition des Canadiens qui gagnent entre \$4,000 et \$7,700 en revenus.

La répartition régionale de ces sommes n'a pas encore été faite mais elle sera déterminée principalement par la demande aussi bien que par les besoins réels, ainsi que par la situation économique qui prévaut dans certaines régions du pays.

On sait qu'en outre de son budget général, le ministre dispose d'un fonds spé-

Voir \$100 MILLIONS en page 6

Les problèmes de la pollution: Québec créera un organisme

par François TREPANIER

envoyé spécial de LA PRESSE

WINNIPEG — Le gouvernement du premier ministre Robert Bourassa a l'intention de regrouper au sein d'un seul organisme tous les services gouvernementaux qui s'occupent de près ou de loin des problèmes de la pollution.

C'est le chef du gouvernement québécois qui a lui-même annoncé, hier, ce projet de son gouvernement, au terme de la 11e conférence annuelle des premiers ministres qui avait débuté lundi à Winnipeg.

Ce projet fait suite à une suggestion du Conseil canadien des ministres des ressources qui a reçu, hier, l'approbation de la plupart des délégations des provinces au cours d'une séance de travail sur les problèmes de la pollution.

La suggestion avait été formulée le 20

Voir POLLUTION en page 6



Trudeau au Yukon

Dans le cadre de son voyage au Yukon, le premier ministre du Canada, M. Pierre Elliott Trudeau, prend quelques ébats sur les bords de la rivière Nahanni. Il exécute une marche "verticale inverse".

— Nos informations, pages 9 et 39

au courant de la déclaration du fonctionnaire.

Ce qui a surtout soulevé la colère du

Voir \$266 MILLIONS en page 6



DEMAIN

- Denise Proulx et Symphorien auront 11 enfants!
- Oui, Guy Godin parle comme ça à ses enfants.
- Claude Dubois revient pour fonder la SPHCL

— page 7

• PSBGM: deux fois plus de français

— page 3

• Victoire des Alouettes contre Toronto

— pages 27 et 28

• Laval: 5 ans après la fusion

— page 47

• Cargo soviétique mis sous saisie à Vancouver

— page 56

• Cessez-le-feu dès cette semaine au Moyen-Orient?

— page 61



Beau et un peu moins frais. Max.: 75°; Min.: 55° • Détails à la page 6

POLLUTION

• Pollution de l'air à Montréal: 0,02 partie par million d'oxyde de soufre. Niveau dangereux: 0,10

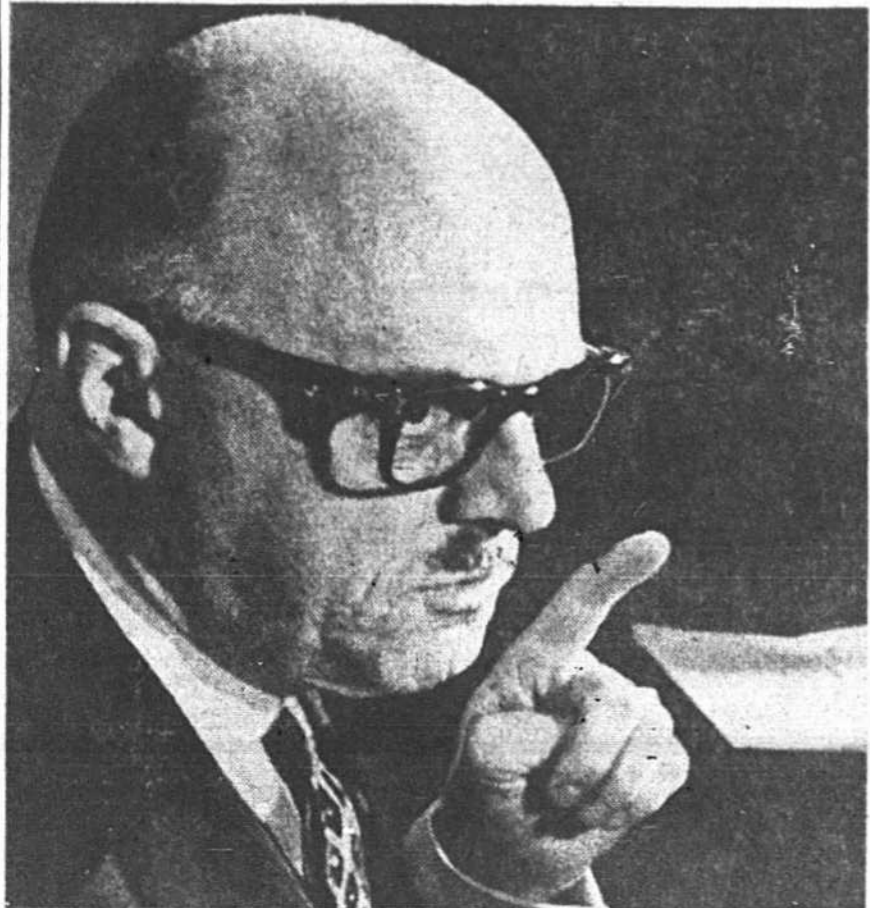
Belvedere

Les fumer, c'est les aimer. (Filtre ou Menthol)



Le Parti civique : un groupe d'hommes qui pensent la même chose

- Jean Drapeau



Par André BEAUVAIS

Pressé de questions par les chroniqueurs municipaux le maire Jean Drapeau a défini, hier soir, à l'issue du caucus de son parti, la philosophie qui anime ces hommes politiques réunis sous la même bannière.

"Nous sommes un groupe d'hommes qui pensons ex aequo et bono la même chose en vue de solutionner des questions importantes, solutions qui reposent sur la réalisation d'un programme politique soumis à la population et accepté par elle", de dire le maire de Montréal.

Le chef de cette équipe a précisé: "Tous les membres, sans exception, sont tenus de respecter cette philosophie."

"Comment devient-on membre du Parti civique? demanda un journaliste.

"Tout simplement en faisant la demande, de répondre le maire Drapeau.

Il précisa: Nous avons reçu plusieurs demandes, soit par écrit soit oralement."

M. Drapeau s'est cependant refusé à préciser le nombre de demandes à ce sujet. "C'est une question de régie interne du parti, mais je puis vous dire que nous en avons plusieurs", a-t-il ajouté.

Il a expliqué que les deux grandes "qualités" auxquelles doit répondre un candidat sont qu'il doit avoir un moyen convenable de gagner sa vie et qu'il doit afficher un esprit d'équipe.

Par la suite, l'intéressé doit être accepté par ses futurs collègues du district où il veut poser sa candidature, par le parti et par le chef.

"N'importe qui peut poser sa candidature pour devenir membre du Parti civique, nous ne faisons preuve d'aucune discrimination... et les femmes sont également bienvenues", de poursuivre le chef de cette équipe d'hommes politiques.

Ayant déclaré, au cours de sa conférence de presse, que le parti venait de terminer son "congrès général", les journalistes lui ont demandé pourquoi ce "congrès général" se tenait à huis clos et quelle était la différence entre un parti politique ouvert à tous et un parti fermé comme le parti qu'il dirige.

M. Drapeau a fait savoir que le Parti civique est composé uniquement de conseillers municipaux élus sous cette étiquette et qui s'en tiennent rigoureusement à la philosophie dictée par le parti lui-même. "Et c'est là la meilleure formule qu'un parti politique puisse adopter pour vraiment réaliser des projets importants", a-t-il fait valoir.

Quand les 44 conseillers municipaux membres de l'équipe Drapeau-Saulnier ont quitté la salle du caucus, au restaurant La Diligence, hier soir, tous témoignaient de cet esprit d'équipe qu'on retrouve fréquemment dans la salle du conseil municipal. Tous, les jeunes et les moins jeunes...

Les moins jeunes étaient eux aussi animés du feu sacré qui caractérise les jeunes conseillers, peut-être parce qu'ils ont deviné chez le chef, M. Jean Drapeau, le désir de rajeunir les rangs.

En effet, M. Drapeau a donné une réponse peu précise quand un journaliste lui a demandé s'il serait question pour son parti de diminuer la moyenne d'âge des membres.

"Vous savez, de dire le responsable de cette équipe, que l'âge n'est pas tout; il faut tenir compte de plusieurs facteurs comme l'expérience, la compétence..." Il s'est abstenu toutefois de répondre par un oui ou par un non, de façon catégorique.

M. Drapeau a fait savoir que le Parti civique est composé uniquement de conseillers municipaux élus sous cette étiquette et qui s'en tiennent rigoureusement à la philosophie dictée par le parti lui-même.

"C'est bien la première fois depuis longtemps que nous avons eu une discussion comme celle-là", a déclaré Roger Décarie, un des négociateurs du Conseil de l'Union des postes, à la suite de la rencontre d'une heure et demie avec les négociateurs du Conseil du trésor.

Pour sa part, un porte-parole du Conseil du trésor a déclaré: "Nous n'avons signé aucune entente, mais au moins nous en avons discuté."

Ce matin, le mouvement des grèves tournantes, et des fermetures de bureaux de postes avait repris de plus belle.

Quatorze bureaux de postes des Maritimes et de l'Ontario, employant globalement 658 personnes, étaient en grève.

Le ministère des Postes, de son côté, a fermé dix bureaux de l'Ontario, employant en tout 160 personnes, par suite de "manque de travail".

La principale ville touchée est Charlotteville, la capitale de l'île du Prince-Édouard.

À Montréal, on profite du répit pour réculer le courrier qui s'est accumulé la semaine dernière et plus de 500 employés temporaires ont été embauchés à cette fin.

D'autre part, les négociations ont été à nouveau ajournées à lundi, après la rencontre d'hier, qui a duré environ deux heures.

Le PSBGM double les périodes de français dans ses écoles

par Daniel MARSOLAIS

"Pour favoriser le bilinguisme et aussi pour satisfaire à la demande des parents", le Protestant School Board of Greater Montreal vient de décider que dès septembre, les horaires de français seront doublés au niveau élémentaire — de la maternelle à la septième année inclusivement —, et ce, dans toutes les écoles de la commission scolaire protestante.

De plus, et sensiblement pour les mêmes raisons, le PSBGM mettra à la disposition des enfants, douze classes maternelles "d'immersion totale en français" et cinq autres classes semblables pour les élèves de la première année. Enfin, pour les élèves de septième année — la dernière année du cours primaire —, la commission scolaire protestante ouvrira six écoles d'immersion en français destinées aux élèves anglophones qui veulent faire "un stage" d'une année dans une école où la langue d'usage est prioritairement le français.

Concrètement, cela signifie que la période quotidienne de français (langue

seconde) aux niveaux de la maternelle et de la deuxième année inclusivement passe de 15 à 30 minutes. Pour ce qui est des classes de la troisième à la septième année inclusivement la période double également et passe de 30 à 60 minutes.

Fait à signaler, l'année dernière on ne dispensait pas de cours de français dans certaines écoles — maternelle, première et deuxième années — parce qu'on n'y était pas obligé.

Comme nous l'expliquait M. Marcel Fox, assistant spécial au PSBGM et vice-président du Conseil supérieur de l'éducation, les enfants qui se dirigent vers les classes "d'immersion" seront soumis à un enseignement qui se fera uniquement en français.

On note cependant qu'entre la première année et la septième année, il n'y a aucune classe strictement française et que les élèves de troisième qui auraient quelque velléité de poursuivre leur cours dans un programme français se voient réduits à suivre le courant anglophone.

À cela, M. Fox répond que l'expé-

rience qui sera tentée à l'automne n'est en fait qu'un départ et que, l'an prochain la progression devrait se faire graduellement à tous les niveaux. Donc, en septembre 1971, il devrait y avoir, en principe, des classes où des écoles "d'immersion" pour les élèves des niveaux de la troisième à la sixième année.

Quant aux six écoles "d'immersion" ouvertes à l'intention des élèves de septième année, elles sont le fruit d'une expérience tentée l'année dernière à Saint-Laurent.

On avait alors choisi 375 élèves, parmi les meilleurs, qui voulaient, avec l'assentiment de leurs parents, tenter l'expérience suivante: suivre tous leurs cours en français. Il semble que l'expérience se soit révélée un succès, puisque cette année on ouvre cinq autres écoles du même type. C'est donc dire qu'en septembre, au-delà de mille élèves anglophones devraient fréquenter ces écoles avant de faire le saut au secondaire: le "high school".

À ce niveau cependant les changements ou les nouveautés linguistiques

seront moins nombreux. Les élèves de septième qui ont fait l'expérience de l'école française l'an dernier devront, s'ils désirent poursuivre leur cours secondaire en français, ou s'inscrire à la seule école française du PSBGM — dont la capacité est de 475 élèves — ou passer dans le clan des catholiques.

Si au contraire ils ont l'intention de demeurer dans le système scolaire anglo-protestant — ce qui est le plus probable — ils auront l'occasion de conserver un tant soit peu les connaissances acquises à l'école française. Pour ce faire, le PSBGM offre un choix de trois matières qui seront dispensées en français dans les "high school": l'histoire, la géographie et les sciences. Les autres matières au programme seront en anglais.

On a cependant prévu, si le nombre de demandes est supérieur aux prévisions qui ont été faites, d'ouvrir des sections françaises dans les écoles anglaises. "L'influence réciproque des milieux francophone et anglophone favorisera ainsi le bilinguisme" de dire M. Fox.

Construction: débrayage de 600 travailleurs de Rimouski

D'autres ouvriers de la construction sont entrés en grève, quelques heures avant que l'on sache si oui ou non le Parlement siégera vendredi pour décrier une loi d'exception dans l'industrie de la construction.

En effet, 600 travailleurs de la construction du secteur de Rimouski ont débrayé hier, quelques heures après ceux de Matane, Ste-Anne-des-Monts et Gaspé.

Il y a donc plus de 1,500 grévistes dans le Bas-du-Fleuve et la Gaspésie.

Le représentant syndical de la Fédération

du bâtiment et du bois (CSSN), M. Pierre Saindon, pour cette région du Québec, a dit que les membres de la FTQ qui respectent les lignes de piquetage dans la région touchent les mêmes prestations de grève que ceux de la CSN, soit \$20 par semaine pour les ouvriers mariés et \$15 pour les célibataires.

La quasi-totalité des ouvriers de la construction à l'extérieur de Québec et de Montréal sont en grève pour réclamer la parité de salaires avec Montréal. Plusieurs importants chantiers de Québec sont toutefois fermés.

La longue durée de l'ajournement, à laquelle un porte-parole du Conseil des unions des postes, a été prévue afin de permettre la tenue d'une audition en rapport avec le conflit postal par la Commission des relations de travail dans la fonction publique fédérale.

Malgré tout, il sera possible aux négociateurs des deux parties en cause de se rencontrer le soir. Toutefois, aucun plan concret n'a été dressé en ce sens.

Par ailleurs, la Société pour le progrès de la rive sud, la chambre de commerce de Montréal et celle du Canada ont demandé aux autorités fédérales de faire en sorte que les services postaux reprennent au plus tôt.

Postes: pointe d'optimisme chez les négociateurs syndicaux

OTTAWA (PC) — Une lueur d'espoir semble vouloir briller à l'horizon du conflit des Postes. Les négociateurs se sont rencontrés hier et le principal sujet de discussion a été celui de la sécurité d'emploi. Il est à prévoir que la réunion de lundi prochain marquera une étape décisive dans le conflit.

"C'est bien la première fois depuis longtemps que nous avons eu une discussion comme celle-là", a déclaré Roger Décarie, un des négociateurs du Conseil de l'Union des postes, à la suite de la rencontre d'une heure et demie avec les négociateurs du Conseil du trésor.

Le mouvement des grèves tournantes, et des fermetures de bureaux de postes avait repris de plus belle.

Quatorze bureaux de postes des Maritimes et de l'Ontario, employant globalement 658 personnes, étaient en grève.

Le ministère des Postes, de son côté, a fermé dix bureaux de l'Ontario, employant en tout 160 personnes, par suite de "manque de travail".

La principale ville touchée est Charlotteville, la capitale de l'île du Prince-Édouard.

À Montréal, on profite du répit pour réculer le courrier qui s'est accumulé la semaine dernière et plus de 500 employés temporaires ont été embauchés à cette fin.

D'autre part, les négociations ont été à nouveau ajournées à lundi, après la rencontre d'hier, qui a duré environ deux heures.

Un complice armé fait fuir un détenu qui recevait des soins à l'hôpital

André Robillard a de bons amis, ou il n'a qui tiennent à lui.

Un complice armé, venu de l'extérieur a aidé ce jeune détenu de la prison de Bordeaux, à s'enfuir de l'hôpital Notre-Dame, hier midi.

André Robillard, 24 ans, détenu pour vol qualifié et possession d'armes, quit-

ta, fréquemment sa cellule du pénitencier, pour se rendre à l'hôpital Notre-Dame bien surveillé par deux gardiens.

Ainsi, lorsque Robillard quitta la salle de traitement, encadré de ses deux gardes, le complice fit irruption, braqua une carabine de calibre .22 en direction de gardiens, et quitta l'hôpital accompagné de son ami Robillard, libre de ses menottes.

Les deux complices ont ensuite pointé leur arme sur la nuque d'un chauffeur de taxi, et l'ont forcé à les conduire plus loin. Puis, ils ont laissé le taxi, pour s'engouffrer dans une "Ramblér" décapotable, ou un troisième complice les attendait.

La voiture des fuyards a été retrouvée quelques minutes plus tard, abandonnée à l'angle des rues Sainte-Catherine et Préfontaine.

Cette évasion n'est pas sans rappeler le retablissement tout aussi étonnant d'un autre convalescent du genre Jacques "coco" Mercier, 23 ans, qui s'est enfui de l'hôpital Queen Mary, jeudi dernier. Mercier, qui purgeait une peine de 24 ans, de réclusion, pour viol et tentative de meurtre, avait lui aussi profité de sa "maladie", pour prendre la clé des champs.

Une divorcée poursuit Air Canada pour \$250,000

L'épouse divorcée d'un homme qui a péri le 5 juillet, à Toronto, dans l'écrasement d'un DC-8 d'Air Canada, intente des poursuites en dommages pour une somme de \$250,000 contre cette société aérienne.

La demanderesse, Mme Alice Marier, signale dans son action devant la Cour supérieure qu'elle avait épousé le Dr Gabriel Desmarais en 1951, et qu'elle avait obtenu une pension alimentaire

de \$150 par semaine à la suite de leur divorce, le 19 février dernier.

La deuxième femme du Dr Desmarais est morte avec lui dans l'écrasement qui avait fait 109 victimes.

Mlle Marier soutient dans sa requête que l'accident est dû à la négligence du pilote ou à une défectuosité dont Air Canada serait responsable aux termes de la loi.

Arrestation au Brésil d'un Lavallois recherché pour fraude

L'homme d'affaires de Laval contre qui un mandat d'arrestation avait été émis relativement à une fraude de \$781,618.50 a été arrêté par la police du Brésil.

Théodore Aboud doit arriver dans la métropole, vendredi après-midi, escorté du capitaine-détective Paul Beaudry, de la police de Montréal.

La présumée fraude n'aurait absolument rien rapporté à Aboud et à ses complices, car les membres de l'escouade des fraudes de la police de Montréal avaient fait geler le chèque.

Le présumé fraudeur a été arrêté en fin de semaine par la police brésilienne et le capitaine Beaudry a pris l'avion, hier soir, afin d'aller cueillir Aboud pour le faire comparaître devant les tribunaux.

Un défi aux adversaires du projet d'Ahuntsic

Par André BEAUVAIS

La prise de position d'une centaine de citoyens du quartier Laval, dans Ahuntsic, concernant la construction d'habitations à loyer modique, dans leur secteur, a eu un vif écho dans la Petite Bourgeoisie.

Dans une lettre livrée, hier, le Comité de citoyens des îlots Campbell, dans ce secteur de la ville qui n'a particulièrement pas été choyée, lance un "défi" aux propriétaires d'Ahuntsic de débattre la question des "économiquement faibles", une fois pour toutes, sur la place publique en présence des citoyens et des journalistes.

Le porte-parole du mouvement des îlots Campbell, M. Georges Lemire, de la rue Saint-Antoine, signale que les gens de la Petite Bourgeoisie n'acceptent pas facilement certaines remarques faites publiquement, lundi soir, au cours de la réunion du comité de citoyens d'Ahuntsic.

Rappelons que les contribuables du quartier Laval ont décidé de s'opposer à la construction d'habitations à loyer modique dans un terrain borné par les rues Fleury, Meunier, Sauvé et Tolhurst: ils ont plutôt l'intention de demander à la Ville de Montréal d'aménager un parc à cet endroit.

Les citoyens des îlots Campbell invitent leurs concitoyens d'Ahuntsic à se rencontrer dans le secteur de la ville qui fera leur affaire.

"Nous aussi nous voulons les entretenir sur une base d'affaires et non de charité chrétienne", de dire M. Lemire.

Rappelons que cette remarque fut lancée, lundi soir, dans la salle où se tenait la réunion des citoyens d'Ahuntsic. "Il faut négocier sur une base d'affaires avec la Ville de Montréal et non de charité chrétienne", avait-on fait savoir.

Les résidents du quartier Laval maintiennent que leur secteur "a été négligé" par l'administration municipale et qu'"il faut commencer par s'aider soi-même avant d'aider les autres".

La Ville de Montréal projette de construire environ 150 habitations à loyer modique dans le terrain situé en bordure de la rue Tolhurst, terrain qui, aux dires des propriétaires riverains, est promis pour un parc depuis 20 ans.

On craint également que les valeurs des propriétés, subissent certaines baisses si la Ville construit "n'importe quoi", comme l'a souligné une dame, lundi soir, à la réunion d'Ahuntsic.

"On s'imagine peut-être que les pauvres de Saint-Henri doivent tous être placés dans un enclos; on dit peut-être dans Ahuntsic que le problème des économiquement faibles, ne les concerne pas, alors qu'on vient en parler chez nous ou nous irons chez eux, pour débattre cette question qui risque de s'envenimer", de dire M. Lemire. "Ils apprendront que Montréal construit des HLM aussi jolies que certaines maisons que l'on retrouve dans Ahuntsic", a-t-il conclu.

Montréal prépare une liste électorale qui coûtera \$1 million

Les autorités de la ville de Montréal confectionnent une nouvelle liste électorale, au coût de \$1,000,000, en prévision des élections municipales du 25 octobre. C'est la première fois que la ville doit préparer une telle liste. Cette mesure fait suite à la récente modification de la charte de Montréal, qui accorde le droit de vote à tous les citoyens de plus de 18 ans.

Auparavant, seuls les propriétaires et les locataires de 21 ans et plus avaient le droit de vote aux élections municipales. Ainsi,

la ville disposait d'une liste électorale toute faite lorsque ceux-ci payaient leurs impôts. La dernière élection municipale tenue en 1966 avait coûté environ \$250,000. Cette année, la préparation de la nouvelle liste électorale va plus que tripler les dépenses.

M. Marc Boyer, qui s'occupe des élections cette année, a révélé qu'il faudra "environ 6,000 recenseurs" pour inscrire les quelque 800,000 électeurs, ce qui représente plus que le double du nombre d'électeurs inscrits en 1966".

Advertisement for PEGROID'S sandwiches. Text: VOUS RECEVEZ? EPARGNEZ-VOUS TEMPS ET SOUCIS... APPELEZ-NOUS. DELICIEUX SANDWICHES DE FANTAISIE. La meilleure façon de s'assurer du succès d'une réception, c'est de servir des sandwiches assortis Pegroid's garnis de: tranches de jambon • dinde • poulet • salade d'oignons • 48 sandwiches cocktail, soit assez pour 6 à 8 personnes. \$3.25. TELEPHONEZ IMMEDIATEMENT 844-3901. 4075, rue SAINT-DENIS

Advertisement for PHARMACIE MONTREAL. Text: ELEGANCE et CONFORT combinés dans un vêtement de base qui vous assure le SUPPORT ADDITIONNEL. Un vêtement léger conçu spécialement pour donner tout le confort désiré, amincir les hanches et supporter solidement votre dos. Nous vendons des chaises d'appoint. 845-7251. PHARMACIE MONTREAL. La plus grande Pharmacie de Détail au Monde. 916 EST, rue STE-CATHERINE.

les tribunaux

Il avait déclaré aux douaniers : "Je n'ai que des chaussures et des bijoux" (c'était du haschisch)

A la question réglementaire, et un peu fastidieuse, des douaniers : "Avez-vous quelque chose à déclarer?" Adib Makoul Raïdar avait répondu, à Dorval :

"Des chaussures et des bijoux."

Mais en examinant ses bagages, les douaniers l'ont saisi et s'étaient rendu compte que leur voyageur était aussi en possession d'une facture pour des marchandises destinées à un résident d'Ottawa.

Ils poussèrent donc leurs fouilles, dans ses valises.

Mais au moment où ils allaient trouver 5.3 livres de haschisch, M. Raïdar prenait ses jambes à son coup, en laissant ses bagages sur le comptoir.

Il n'alla pas tellement loin, et hier, devant le juge Gérard Laganière, il subissait son enquête et était rapidement envoyé à son procès pour importation de drogues.

Devant le même juge, un autre jeune homme, Frances-

co Guzzo, du 1325 Kinsley Road, a également été cité à son procès pour possession de haschisch, dans une auto que la Gendarmerie Royale avait "repérée", à l'angle de la Côte Sainte-Catherine et de l'avenue Trans-Island.

Témoin à charge, un des frères du prévenu a révélé devant le tribunal que, dans la soirée du 20 juillet, il avait reçu un appel du prévenu lui demandant de signaler comme volée l'auto dans laquelle les drogues devaient être trouvées.

Six mois de prison pour avoir cambriolé un restaurant chinois

Au tout début de juillet, Raymond Bourassa, 44 ans, avait été envoyé à Bordeaux pour une semaine. Il avait alors reconnu sa culpabilité à une accusation de cambriolage, commis dans un restaurant chinois de Lachine.

Malgré sa remise en liberté, Bourassa a eu la malencontreuse idée de faire trois

petites visites nocturnes à "son" Chinois de Lachine. Hier matin, devant le juge Rhenal Brunet, de la Cour des sessions de la paix, il a reconnu avoir recueilli \$744 au cours de ses trois dernières visites au restaurant chinois. Le juge lui a imposé une peine de six mois de prison.

Il aurait tenté de payer un billet de stationnement avec un faux \$10

Un mécanicien de 25 ans, Claude Tremblay, a comparu hier matin, en chambre 1 de la cour des sessions de la paix, sous l'inculpation d'avoir conspiré avec Diane Delisle, pour mettre en circulation de la monnaie contrefaite.

Alors qu'il était accompagné de sa complice, une jolie serveuse de 23 ans, l'accusé aurait tenté, vendredi dernier, de payer une contravention pour stationnement avec un faux billet canadien de \$10.

Puis, quelques heures plus tard, les policiers ont découvert que la belle rousse cauchait dans ses vêtements 14 autres billets de \$10 que les experts ont jugés faux.

L'enquête préliminaire des deux inculpés a été fixée au 11 août.

Claude Tremblay, qui habite au 1890 D'Arcy McGee, apt. B, a pu recouvrer sa liberté pro-

visoire moyennant une caution de \$200. Par contre, Diane Delisle s'est vue refuser tout cau-

Sa nouvelle adresse pour 4 mois : la prison

Sans emploi, sans adresse, Edgar Trotter, âgé de 56 ans, aura au moins une adresse pour les quatre prochains mois, puisque le juge Rhenal Brunet lui a imposé, hier après-midi, en correctionnelle, une peine de quatre mois de prison.

Lundi, à sa sortie de l'hôpital Saint-Luc où il venait de recevoir des soins, Edgar Trotter, qui a multiplié depuis dix ans les délits de vols et de recels, a succombé à la tenta-

tion de voler, dans une ambulance de l'hôpital, un récepteur et un appareil à sécrétion, le tout d'une valeur de \$150. Trotter s'est ensuite présenté à l'entrée principale de l'hôpital où il a offert à deux infirmières les instruments volés. Ceux-ci l'ont alors retenu jusqu'à l'arrivée des policiers.

Edgar Trotter, qui chôme depuis plusieurs mois, est un ancien combattant de l'Armée canadienne.

Evadé avec un otage, il est capturé derrière une maison de ferme à 9 milles de la prison

ROSEMOUNT, Ontario (PC) — Un prisonnier en fuite qui démonte une jeune femme à la pointe d'un couteau dans une auto parcourue de plusieurs heures, s'est rendu à la police hier soir, sans avoir blessé son otage.

La Sûreté provinciale de l'Ontario, a déclaré que Maurice Lauzon, âgé de 24 ans, s'est rendu vers 6 h. 30, hier soir, libérant en même temps Mlle Lorraine Barry, âgée de 26 ans, de Campbellford, Ontario, une employée de la prison d'où le jeune homme s'était enfui plus tôt dans la journée.

La police a dit que Lauzon s'est rendu en auto à Cobourg, à neuf milles au sud de Rosemount.

En fin d'après-midi, la police avait donné à Lauzon jus-

qu'à 8 heures hier soir pour se rendre et libérer son otage. Lauzon, qui purgeait une peine de neuf ans d'emprisonnement pour cambriolage à main armée, était incarcéré à la prison de Warkworth.

Il a consenti à monter dans la voiture des policiers après que 25 agents l'eurent cerné derrière une petite maison de ferme.

Les policiers n'ont pas voulu précipiter leur action, craignant pour le sort de la jeune femme.

Les autorités de la prison ont déclaré que Lauzon, qui en était au 13e mois de sa peine, s'est précipité dans le bureau de la prison, s'est emparé de la jeune femme, a exigé une voiture et une

somme de \$1,000 en espèces. Le gouverneur adjoint de la prison de Warkworth, a conduit le fugitif et son otage en dehors des murs de la prison, et pendant qu'il allait chercher l'argent, Lauzon a pris la fuite en compagnie de la jeune femme.

Un avion de la police a pris le véhicule en chasse, alors que le fugitif se dirigeait vers l'ouest, sur la route 401, et ensuite sur la route 48 menant à Rosemount, où le véhicule est tombé en panne.

C'est là que Lauzon a abandonné l'auto et entraîné son otage dans un champ, pour ensuite se dissimuler derrière la maison de ferme où la police l'a persuadé de monter dans une auto patrouille.

Des cambrioleurs dérobent 17 toiles de grand prix

PARIS (AFP) — Aussi habiles dans leur métier que connaisseurs en art, des cambrioleurs ont dérobé 17 toiles signées des plus grands noms de l'École impressionniste.

Leur valeur est estimée à un minimum de 8 millions de francs.

Le vol a été commis dans un luxueux appartement, rue Scribe, tout près de l'Opéra, chez une vieille dame, en vacances depuis un mois. Madame Alice Chardeau, nièce et légataire de Gustave Caillebotte, ami et bienfaiteur des impressionnistes.

C'est le fils de la victime, M. Jean Chardeau, qui, revenant de Week-end, avait constaté les très nombreux visages laissés sur les murs des deux salons.

ainsi qu'un Caillebotte. Ils devaient également être fort documentés sur la topographie des lieux et ont su évit-

Lutte contre la torture au Brésil

Le Comité Solidarité-Brésil et le Mouvement démocratique portugais ont jeté, récemment, les bases d'un front commun contre la torture au Brésil dans le but de sensibiliser à ce sujet l'opinion publique québécoise.

Les deux organismes, qui entendent obtenir la collaboration de tous les organismes montréalais intéressés à la lutte contre la violence engendrée dans divers pays du monde par le pouvoir politique, projettent notamment d'organiser une manifestation publique et de faire parvenir à U. Thant, secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, une pétition demandant que l'ONU fasse tout en son

de déclencher les multiples sonneries d'alarme. L'hypothèse de fausses clés est la plus probable.

puvoir pour que cesse la torture au Brésil. Cette pétition, qui serait envoyée à U. Thant au début d'octobre, invoquerait l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, signée par le Brésil, qui déclare expressément que "personne ne sera soumise à la torture". Quant à la manifestation envisagée par les deux groupes, elle n'a jusqu'ici fait l'objet d'aucune communication particulière, sinon au sujet de la date de sa tenue : le 2 octobre. Cette date est celle de la célébration de l'indépendance du Brésil. Elle marque également l'anniversaire de la mort de Gandhi.

Suisse : pompiers armés

GENEVE (AFP) — Les pompiers des deux aéroports nationaux de Suisse, Genève-Cointrin et Zurich-Kloten, sont désormais armés pour pouvoir faire face éventuellement à des actes de terrorisme aérien.

Chaque pompier a été doté d'un pistolet automatique, et le poste de commandement des services de secours dispose en outre de mitraillettes destinées, si nécessaire, à fournir un appui-feu. Les pompiers ont été formés au tir par les services de police de Genève et de Zurich.

D'autres précautions ont été adoptées : le périmètre des aéroports est, depuis quelque temps, complètement bouclé et les rares entrées sont surveillées et barrées par des chicanes interdisant tout passage non contrôlé. Les services de secours ont enfin reçu un "chariot anti-déflagration" spécialement conçu pour l'examen des colis suspects. Ce chariot se compose d'une plateforme sur laquelle sont empilés des pneus de camions maintenus par une armature d'acier. En cas d'explosion, le souffle et les débris seraient en quelque sorte canalisés vers le haut.

Les mesures de sécurité ne s'arrêteront pas là : les deux aéroports doivent recevoir dans un avenir proche des chambres de décompression, dont le but est de faire exploser préventivement les éventuelles bombes commandées par un détendeur altimétrique, ainsi que des "portiques mouchard" capables de détecter, au passage, ceux des passagers qui porteraient des objets métalliques, une arme par exemple.

Naissance de sextuplés à Rome : quatre meurent ; peu d'espoir de sauver les autres

ROME (UPI, AFP) — Quatre des sextuplés auxquels une ménagère italienne a donné naissance, hier soir, sont morts. Les médecins entretiennent peu d'espoir de sauver la vie des deux survivants.

Mme Antonio Petrone, 35 ans, a accouché de trois garçons et de trois filles, après onze ans de stérilité. C'est à la suite de traitements avec une dro-

gue de fertilité qu'elle est devenue enceinte.

Un garçon et une fille sont morts trois heures après l'accouchement et ce matin on annonçait le décès d'un autre garçon et d'une autre fille.

A leur naissance, le poids des bébés

variait de 23 à 31 onces et leur taille de 12 à 15 pouces.

"Les probabilités d'une naissance de sextuplés sont d'une par 240 milliards d'accouchements", a déclaré le professeur Francesco Yenkner, un des médecins qui ont procédé à l'accouchement.

Québec et Toronto s'opposent à la hausse des tarifs de Bell Canada

OTTAWA (PC) — Les gouvernements du Québec et de l'Ontario, l'Association des hôteliers du Canada et l'Association ontarienne des maires se sont tous opposés, devant la Commission nationale des transports, à la hausse des tarifs de la compagnie Bell du Canada.

C'est en juin que Bell a demandé l'autorisation d'augmenter ses tarifs de service local et de location d'équipement au Québec et en Ontario et les séances publiques à ce sujet doivent commencer le 9 septembre.

Les maires ont demandé que la requête ne soit étudiée que dans deux ans. Les gouvernements provinciaux et les hôteliers, ont tout simplement fait savoir qu'ils s'opposeraient à la requête.

Bell désire que les nouveaux tarifs soient en vigueur le 1er janvier au Québec, en Ontario, au Labrador et en certains endroits des Territoires du Nord-Ouest.

La hausse serait d'environ 6 p. cent, avec augmentations de 20 à 40 cents par mois des frais de service mensuels pour le téléphone privé. Pour le téléphone d'affaires, le tarif serait de \$1.15 par mois, ou 35 cents de plus que présentement.

La compagnie estime que, sur la foi des chiffres de 1970, ces hausses de tarifs augmenteraient de \$30 millions son revenu annuel total de \$1 milliard.

Hausse de 22 p. cent des bénéfices de l'Inco

TORONTO (PC) — Des prix plus élevés pour le nickel et le cuivre ont exercé une poussée sans précédent sur les bénéfices nets d'International Nickel Co. of Canada Ltd., qui se sont élevés à \$102,409,000 au cours des six premiers mois de l'année. Cette hausse de près de 22 p. cent se compare à des profits de \$80,581,000 enregistrés l'an dernier.

Comptant comme le plus important producteur de nickel au monde grâce à ses 13 filiales et compagnies associées, dont les ramifications s'étendent à plus de 13 pays, l'INCO a ainsi porté à \$1.37 ses bénéfices par action en regard de \$1.03 à pareille période l'an dernier.

De tels résultats, liés à l'annonce d'un vaste programme d'expansion et de modernisation de \$1,100,000,000, ont aussitôt influé sur la valeur des titres d'INCO aux parquets de Toronto et de Montréal. En dépit de la stagnation du marché notée hier, les actions d'International Nickel ont atteint \$40.50 à Montréal et \$41.50 à Toronto, grâce à des gains respectifs de \$0.875 et de \$2.

Le projet d'expansion a été tracé, soutiennent les administrateurs, pour porter d'ici à 1972 la production de nickel à 600,000,000 de livres, pour une augmentation de 20 p. cent. Selon toute vraisemblance, INCO, qui détient près de la moitié de la production mondiale de nickel, atteindrait un volume de près de 900 millions de livres en 1975.

C'est une augmentation de 25 p. cent des prix du nickel à U.S. \$1.28 la livre et de 16 p. cent du cuivre à U.S. \$0.59 la livre l'automne dernier qui a été, selon le président M. Henry S. Wingate, le principal facteur de la croissance des

profits. INCO est propriétaire de 19 centres miniers au Canada, dont onze seulement sont en exploitation. Le rapport semestriel ajoute qu'INCO se prépare à soumettre un prospectus préliminaire aux Commissions des valeurs mobilières provinciales pour le lancement d'une émission d'obligations d'une valeur de \$75 millions.

La reine renonce au caviar

LONDRES (AFP) — La reine d'Angleterre a renoncé au caviar, tout au moins à celui qui provient des esturgeons pêchés au large des côtes britanniques. Selon une prouesse remontant au Moyen-Âge, ces oeufs d'esturgeons étaient la propriété du souverain et envoyés automatiquement au palais de Buckingham.

La commission britannique des juristes, après avoir pris l'avis de la souveraine, a estimé qu'il était temps que cette coutume soit abolie ainsi que celle qui veut que toutes les queues de baleines pêchées dans les eaux territoriales soient également réservées, en principe, à la reine Elisabeth.

KRESGE

EN VENTE 6-7-8 AOÛT

SPÉCIAUX DE MI-SAISON

MAILLOTS SANS MANCHES EN NYLON

PRIX SPECIAL KRESGE **2 POUR 3.00**

Maillots collants à prix d'au moins à celui qui provient des esturgeons pêchés au large des côtes britanniques. Selon une prouesse remontant au Moyen-Âge, ces oeufs d'esturgeons étaient la propriété du souverain et envoyés automatiquement au palais de Buckingham.

La commission britannique des juristes, après avoir pris l'avis de la souveraine, a estimé qu'il était temps que cette coutume soit abolie ainsi que celle qui veut que toutes les queues de baleines pêchées dans les eaux territoriales soient également réservées, en principe, à la reine Elisabeth.

BAS-CULOTTE À PRIX MODIÈRE

PRIX KRESGE **2 PAI. 1.11**

Bas-culotte 100% nylon sans couture en teintes mode: Beige ou Épicé. P-M-G-TG.

CULOTTES EN NYLON POUR DAMES

P-M-G
Blanc—Noir—Rose—Marron
Mauve—Menthe
NOTRE PRIX RÉGULIER 75¢ CH
2 POUR 1.00

JEU, VEN, SAM.

ÉPARGNES SUR ARTICLES MÉNAGERS UTILES

<h3>HOUSSE ET MOLLETON TEFLON POUR PLANÇHE à REPASSER</h3> <p>Pour planches standard 54" NOTRE PRIX RÉGULIER 1.98 L'ENS. 1.47 L'ENS. JEU, VEN, SAM.</p>	<h3>LAINES 50/50</h3> <p>NOTRE PRIX RÉGULIER 39¢ LA PÉLOTE 3 PÉLOTES 87¢ JEU, VEN, SAM. 50% laine 50% nylon, 3 brins, irrétractibles, indéformables. Pelotes de 1 oz dans un vaste assortiment de couleurs.</p>	<h3>SÉRIE DE TASSES À MESURER</h3> <p>Ensemble comprenant monture à crochets et 4 tasses décorées d'un motif de coq. NOTRE PRIX RÉGULIER 1.53 L'ENS. 1.00 L'ENS. JEU, VEN, SAM.</p>
<h3>TORCHONS EN COTON 24" x 34 1/2"</h3> <p>Motifs originaux NOTRE PRIX RÉGULIER 39¢ CH. 3 POUR 97¢ JEU, VEN, SAM.</p>	<h3>PLATEAU EN PULPE DE BOIS LAQUÉE</h3> <p>Motif peint à la main NOTRE PRIX RÉGULIER 98¢ CH. 2 POUR 88¢ JEU, VEN, SAM.</p>	<h3>6 OZ DE CREME NOXZEMA</h3> <p>PRIX KRESGE 1.03</p>

Trudeau comblera prochainement les vacances au Sénat

par Marcel DESJARDINS
envoyé spécial de LA PRESSE

WHITEHORSE, Yukon. M. Pierre Elliott Trudeau, premier ministre du Canada, a affirmé, hier, qu'il comblera prochainement certaines des vacances au Sénat.

D'autre part, au cours de cette même séance où il a répondu aux questions qui lui étaient posées par un groupe de 300 jeunes de Whitehorse, M. Trudeau a rappelé qu'il ne favoriserait pas personnellement l'usage des drogues à des fins non médicales. Le premier ministre a pris le soin de préciser qu'il s'agissait là d'une opinion personnelle, qui n'était pas nécessairement celle du législateur. Il a pris soin de préfacier ses remarques

sur la drogue en précisant qu'il respectait la liberté de choix des individus.

Les propos de M. Trudeau sur les nominations au Sénat ajoutent plus de poids aux rumeurs voulant qu'il remanie prochainement son cabinet.

Dix-sept postes sont vacants au Sénat, dont cinq en Colombie-Britannique. Il n'est pas exclu que certains ministres soient nommés au Sénat, même si M. Trudeau croit qu'il faille mettre l'accent sur une véritable représentation régionale et abandonner le régime de récompenses politiques.

Peu après l'élection fédérale de 1968, quelques postes ont été comblés au Sénat. Par la suite, la révision constitutionnelle a été amorcée et le gouvernement fédéral a préféré attendre le dé-

noisement de ces pourparlers avec les provinces pour nommer de nouveaux sénateurs.

Hier, le premier ministre a avoué qu'il s'attendait à ce que ces entretiens progressent plus rapidement et que le moment est maintenant venu de combler les vacances au Sénat.

La drogue

Cet entretien d'une heure avec les étudiants de Whitehorse s'est engagé par une discussion sur la drogue.

Le chef du gouvernement canadien a rappelé les recommandations du rapport intérimaire LeDain, ajoutant que le gouvernement attendait le rapport final de cet organisme.

Invité à dire ce qu'il pensait de l'u-

sage des drogues, M. Trudeau a répondu qu'il s'agissait d'une façon de se penser "high".

"Peut-être, au fond, a-t-il ajouté, que cette façon n'est pas tellement différente de l'intoxication. Il s'agit d'une forme d'évasion. En recourant à la drogue, on cherche à s'exciter d'une façon artificielle. Que l'on utilise l'alcool, la mari, le haschisch pour le faire, cela fait assez peu de différence."

M. Trudeau s'est demandé si ce moyen était vraiment le meilleur pour les jeunes qui peuvent trouver dans la nature, dans la vie, autant d'exaltations.

"Je me demande ce qu'on dirait d'un jeune qui devrait recourir à l'alcool pour se donner assez de courage pour

se rendre à l'école ou encore pour effectuer ses travaux," a dit M. Trudeau pendant que son auditoire l'applaudissait.

Un pique-nique

Cette tournée du Yukon et du nord de la Colombie-Britannique est peut-être en train de révéler le Trudeau "format familial".

Lundi à Watson Lake et à Whitehorse, mardi, lors d'un pique-nique, M. Trudeau a été assiégré par des enfants.

La fête champêtre de Whitehorse, M. Trudeau l'a consacrée en très grande partie aux enfants et il s'est montré quelque peu ennuyé lorsqu'un groupe de danseuses de "cancan" a interrompu ses conversations avec les petits pour le décorer de l'Ordre de la Jarretière du Yukon.

Il déjeunait tout bonnement au poulet frit à la Kentucky, sur la pelouse, en-

touré d'enfants, lorsqu'une danseuse s'est approchée de lui pour l'inviter à se rendre sur la tribune où son diplôme de l'Ordre de la Jarretière l'attendait. Et pour mériter ce parchemin, M. Trudeau a dû retirer la jarretière de la belle qui, toute frétilante, tendait gentiment la jambe.

C'est sans doute une occasion où le premier ministre a trouvé difficile de concilier sa popularité auprès des femmes avec la faveur grandissante dont il semble bénéficier auprès des écoliers.

Dans l'entourage de M. Trudeau, on n'a pas prisé cette initiative qui, a-t-on fait remarquer, cadrait mal dans ce grand pique-nique de famille.

D'autre part, à son arrivée mardi soir à Dawson Creek, M. Trudeau a été reçu par une foule des plus enthousiastes qui a scandé "We want Pierre". Il y avait plus de mille personnes à l'aéroport.

L'inflation constitue la préoccupation des Canadiens, selon une étude de l'OCDE

PARIS (AFP) — "Il est bien évident que, comme l'ont déclaré les autorités, le problème de l'inflation constitue la préoccupation essentielle de l'opinion publique et de la politique nationale", estiment les experts de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement économiques) dans leur étude annuelle sur la situation au Canada.

Pour eux, "jusqu'à présent, l'inflation a, en fait, résisté de façon étonnante aux mesures de politique économique... Les pressions de la demande se sont notablement relâchées, et, compte tenu de la faiblesse du taux moyen d'utilisation des ressources depuis deux ou trois ans, le comportement des prix a été décevant."

Les n'en estiment toutefois pas moins que "la politique de régulation de la demande doit rester un élément de la politique anti-inflationniste".

"Le rétablissement d'une certaine stabilité des prix requiert certainement le maintien d'une marge de ressources inemployées mais on peut se demander dans quelle mesure il faut accroître la marge actuelle ajoutent-ils. Compte tenu du degré qu'a déjà atteint la sous-utilisation des capacités et étant donné que le taux du chômage dépasse 5 p. cent, l'influence stabilisatrice qu'exercerait sur l'évolution des prix et des salaires une nouvelle compression du coefficient d'utilisation des capacités ne pourrait être que marginale".

Se fondant sur la politique actuellement en vigueur au Canada, l'OCDE prévoit que "l'activité va s'intensifier au cours des prochains mois, mais à une cadence bien inférieure au rythme de croissance présumé des capacités, et que le chômage va probablement aug-

menter pour atteindre le taux de 6 p. cent ou plus vers la fin de l'année.

"Il faut reconnaître, disent les experts de l'OCDE qu'il y a des disparités régionales prononcées du taux d'utilisation des ressources: en 1969, le taux de chômage variait entre 3,2 p. cent dans l'Ontario, 6,9 p. cent dans le Québec et 7,5 p. cent dans les provinces côtières de l'Atlantique. Bien que les autorités canadiennes aient sensiblement accru leurs efforts pour encourager l'expansion économique et industrielle des régions moins prospères on pourrait peut-être se demander s'il ne conviendrait pas, dans le cadre d'une politique budgétaire et monétaire restrictive en général, de prendre d'autres mesures tendant à atténuer les rigueurs de la situation dans les régions où le chômage est particulièrement aigu".

Finalement, le résultat de la politique

économique "sera fonction des effets qu'aura le relâchement des pressions de la demande, du succès plus ou moins net des efforts visant à tenir les salaires et les prix par des dispositions de caractère volontaire, ainsi que la mesure dans laquelle il aura été possible de modérer la hausse des prix à l'étranger".

Au sujet des prix et des salaires, l'OCDE fonde des espoirs sur la Commission des prix et des revenus: "Il faut se garder d'un optimisme excessif quant à l'influence que pourra exercer la commission et la rapidité avec laquelle elle se manifesterait, écrit-elle. Toutefois étant donné aussi la gravité du problème, il ne serait pas sage, semble-t-il, de ne pas utiliser tous les moyens d'action disponibles. Il importe que la commission poursuive ses efforts et obtienne la confiance et la coopération de toutes les parties".

Occupation de l'ambassade de la RAU à Ottawa

OTTAWA (UPI) — L'ambassade de la République arabe unie à Ottawa a été occupée, hier, par un groupe de 35 personnes en guise de protestation contre la décision du gouvernement du Caire d'accepter le plan de paix américain pour le Moyen-Orient, connu sous le nom de plan Rogers.

Les protestataires, qui ont dit représenter différents groupes arabes à travers le Canada, ont qualifié le plan Rogers de "concession à l'impérialisme" et ont promis leur appui à la résistance palestinienne.

Après avoir occupé le bâtiment de trois étages qui héberge les services de l'ambassade, les manifestants ont passé la journée à discuter de la situation au Moyen-Orient avec l'ambassadeur, M. Mohamed Shukri, et ses collaborateurs.

L'occupation de l'ambassade égyptienne à Ottawa fait suite à des initiatives similaires à New York, San Francisco et Chicago, avec la différence toutefois que ce furent des consulats qui ont été occupés dans ces villes américaines, lundi.

Les manifestants ont déclaré qu'ils avaient envoyé un télégramme au président Nasser de la République arabe unie, au roi Hussein de Jordanie et à un certain nombre de journaux de langue arabe. Dans leur message, ils affirment qu'ils rejettent les récentes propositions de paix des Etats-Unis comme des "concessions à l'impérialisme sioniste".

"Nous nous rangeons fermement du côté du mouvement de la résistance palestinienne qui représente le peuple de Palestine", ajoute le message.

L'enseignant catholique dans un monde "en mutation"

Qu'est-ce qu'un enseignant catholique dans un monde "en mutation"... C'est sur ce thème aussi vaste que classique que les conférenciers invités, hier, au congrès de l'Union mondiale des enseignants catholiques se sont penchés.

"Un des plus beaux objectifs de l'éducation chrétienne est celui de faire de l'homme le "constructeur" de la société plutôt que le "produit" de cette société", de déclarer hier avant-midi M. Victor Garcia Hoz, de la Fédération catholique des enseignants espagnols, qui propose une école plus vivante et plus chaleureuse, mieux adaptée à la vie et au concret.

De son côté, le Révérend C. Albert Koob, de la National

Catholic Educational Association de Washington, a parlé du rôle de l'enseignant catholique dans l'école.

"L'idéologie de l'enseignant doit lui permettre de répondre en quelque sorte à la question qu'implicitement les jeunes lui posent tous les jours: quel usage dois-je faire de ma liberté? A moins de s'être lui-même posé la question, à moins d'y chercher continuellement réponse lui aussi, l'éducateur chrétien ne peut espérer s'identifier à ses élèves.

Or, s'il ne s'identifie point avec eux, il ne pourra ni les atteindre ni leur parler. Et alors, l'Eglise ne sera pas présente dans leur vie ni dans le monde auquel ils sont en train de donner sa forme nouvelle."

L'ordinateur remplacera-t-il bientôt le professeur?

HAMBourg — Usant de la même autorité qu'un professeur sévère, le premier ordi-

nateur en service dans une école publique allemande se met à débiter: "Vous faites connaissance avec une nouvelle forme d'enseignement. Il est important que vous travailliez avec concentration et que vous suiviez exactement mes instructions". Théâtre de cet événement, qui introduit une nouvelle époque dans les méthodes d'enseignement: l'école professionnelle de mécanique et d'électrotechnique à Hambourg-Altona.

"Les machines à traiter l'information vont révolutionner l'enseignement, tout comme l'invention de l'imprimerie voici 500 ans. C'est à Johann Gutenberg que nous devons le manuel scolaire qui va être bientôt remplacé par le "terminal" d'ordinateur électronique. Dans une trentaine d'années au plus tard, chaque foyer disposera d'une "ma-

chine à enseigner" qui assistera les parents dans leur perfectionnement et les enfants pour leurs devoirs."

Tel est du moins l'avis du professeur Hans-Heinrich Plickkat, directeur de la section de pédagogie à l'Université de Hambourg. C'est lui qui a initié les élèves d'Altona au travail avec l'ordinateur. Le petit ordinateur de Hambourg, qu'une liaison téléphonique relie au centre de calcul de Francfort, n'est doté pour le moment que d'un programme expérimental de géométrie. Mais au printemps 1971, il est prévu de faire suivre des cours de trigonométrie à 15 élèves au moyen de 15 terminaux, tandis que les 15 autres de la classe expérimentale travailleront suivant les méthodes traditionnelles. Le centre de calcul de Francfort emmagasine actuellement le programme pour six mois d'enseignement.

L'Algérie indépendante: à la recherche d'un équilibre

ALGER (PA) — Huit années se sont écoulées depuis la fin de la domination française en Algérie, et celle-ci semble avoir finalement retrouvé son équilibre. Certains diplomates prévoient l'avènement d'une grande prospérité économique.

Des voitures neuves, pour la plupart de fabrication française, encombrant les rues. Les hommes d'affaires étrangers envahissent les hôtels et les transports aériens. Les clients se pressent en foule dans les boutiques de luxe de la rue Didouche-Mourad, autrefois la rue Michelet.

Le plan de développement industriel établi ambitieusement par l'Algérie, et qui s'échelonne sur une période de quatre ans, prévoit une hausse annuelle de neuf pour cent dans le produit national brut, d'ici 1973. Des usines nouvelles surgissent grâce aux capitaux étrangers, et les mendiants ont disparu presque complètement des rues de la ville.

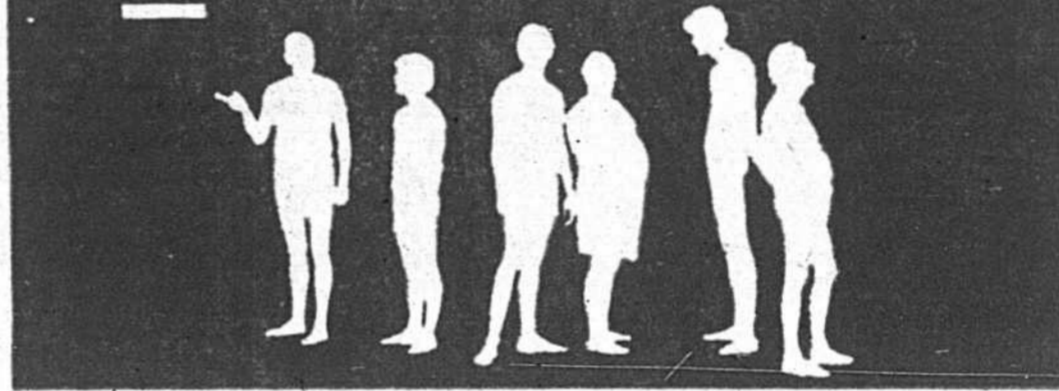
L'Algérie a surmonté le bouleversement qui a suivi son accession à l'indépendance.

Cependant, la fin de la domination française a été un sujet de déception pour plusieurs. Les foules enthousiastes qui se rassemblaient dans les rues, en 1962, croyaient que de l'indépendance allait surgir une ère de bonheur et de prospérité, après 130 années de domination coloniale et une dure "guerre de libération" qui avait duré huit ans.

En réalité, c'était le début du chaos, de luttes sanglantes et d'années additionnelles d'austérité. Plus d'un million de Français qui avaient dominé l'économie et l'administration de l'Algérie s'enfuirent dans un mouvement général de panique. Plusieurs de ceux qui restèrent furent finalement expulsés ou virent leurs biens confisqués.

Faute de technocrates algériens, l'administration fallit s'écrouler. L'économie retomba aux niveaux de 1912. Adm. Ben Bella, le président d'alors, tenta d'encourager les milliers de chômeurs par des discours enflammés et par des projets mirabolants mais peu réalistes.

pas un homme n'a la même taille



C'EST POURQUOI LA VENTE DE COMPLETS FAITS SUR MESURES DE

A. Gold & Sons

EST LA RÉPONSE À CE QUI A ÉTÉ OMIS PAR DAME NATURE

Parce que... "Nous refuserons de vous le laisser porter A moins qu'il ne soit parfaitement ajusté"®

PRIX DE VENTE DE COMPLET

RÉGULIER \$135.00

\$ **98**

2 POUR \$190.00

utilisez votre compte courant ou ouvrez en un avec nous

jusqu'à 26 semaines pour payer

Quelle que soit la grandeur ou la stature que vous ayez, soyez assuré que votre complet sera parfaitement ajusté. Nous pourrions à tous les goûts et répondons à tous les désirs.

Vous savez, tout compte fait, les hommes sont bien contents de ne pas tous avoir la même taille. Les hommes recherchent l'individualité, ils désirent se faire remarquer et nous, de A. Gold & Sons, nous félicitons de ne faire que cela. Venez nous voir durant cette vente et nous vous le prouverons.

VENTE DE COMPLETS FAITS SUR MESURES À NOS QUATRE MAGASINS

A. Gold & Sons

388

QUEST, RUE STE-CATHERINE (ANGLE ST-ALEXANDRE) STATIONNEMENT GRATUIT AU GLOBE, CARRE PHILLIPS

ANJOU FAIRVIEW

960

QUEST, RUE STE-CATHERINE (VOISIN DU CINEMA LOEW'S) STATIONNEMENT GRATUIT AU CANADA-WIDE, MANSFIELD & DE MAISONNEUVE

CINQ ANS APRES LA FUSION

L'expansion de Laval est incontestablement lancée

Points de vue

Le maire Tétreault...

Le maire Tétreault: "Laval a cinq ans. Le 6 août 1965, une décision gouvernementale, fortement contestée, ordonnait la fusion des quatorze municipalités de l'île Jésus en une seule, LAVAL."

"La population n'avait pas été consultée, aucun mécanisme de coordination n'avait été prévu, aucun inventaire financier n'avait été dressé."

Le 6 août 1965 commençait, pour les 160.000 citoyens de la nouvelle ville, l'attente d'un regroupement arbitraire. "Entre les espoirs qui avaient provo-

qué la naissance de cette ville et les craintes qu'entretenaient la plupart des citoyens, Laval a installé sa réalité. Les premiers moments furent aussi sombres et parfois plus qu'on ne le redoutait. Le bilan financier s'avérait désastreux, les déficits inquiétants."



Jacques Tétreault

tif. Pendant trois ans, tout ne fut qu'urgence. Cette période de stabilisation, parfois durement ressentie par les contribuables, a cependant débouché sur un équilibre réel. Les grands services sont maintenant coordonnés: gérance, trésorerie, police, incendie, récréation, urbanisme, estimation, etc., ont atteint leur pleine efficacité. Un nouveau rôle d'évaluation qui fait disparaître toutes les disparités a été confectionné. Policiers et pompiers sont à pied d'œuvre. Le génie a réussi à coordonner dans des programmes, la récréation à fait de Laval la capitale des loisirs et des sports. Le nouveau plan directeur qui élimine toutes dispositions antérieures est adopté. Le plan de zonage l'est aussi. Le tracé d'un vaste réseau routier est complété et déjà un nouveau pont ouvre une autre voie de communication vers Montréal et s'appuie sur un tronçon d'autoroute Nord-Sud. Enfin, l'équilibre financier est atteint."

Les investisseurs ne craignent plus l'aventure lavalloise. Le parc industriel, municipalisé, s'est garni d'une cinquantaine de nouvelles entreprises. Sur tout le territoire s'édifient des usines et le chiffre des emplois dans l'industrie locale dépasse maintenant 7.000. Laval est en passe de devenir le centre de l'industrie pétro-chimique. La spéculation, fleau de l'île Jésus, a pratiquement disparu. La construction continue d'afficher des pointes et marque des records. Mais il reste fort à faire. On ne saurait mieux définir l'ensemble des programmes à réaliser qu'en disant qu'ils relèvent de centres de décisions extérieurs à Laval. Amorcé, le réseau routier dépend, dans son ensemble, de la Voirie provinciale. La construction du centre sanitaire, absolument indispensable à une ville qui dépasse maintenant les 230.000 habitants, attend une décision ministérielle. Problème crucial, le système des transports en commun déborde des possibilités financières de Laval. En fait, l'équipement communautaire à réaliser devient maintenant une œuvre de coopération."

Laval, cinq ans après: un succès au crédit des hommes de bonne volonté.

par Claude MASSON

La ville de Laval a cinq ans. Le 6 août 1965, sous le gouvernement Lesage, naissait la seconde ville en importance du Québec (pour la population) par le regroupement des 14 municipalités de l'île Jésus. Ce fut le plus important regroupement de l'histoire municipale du Québec.

"Et maintenant, puisqu'il faut toujours regarder vers l'avenir plutôt que de se replier sur le passé, que sera la ville de Laval de demain?"

En 1951, il y avait 36.000 âmes sur toute l'étendue de l'île Jésus; en 1963, 220.000. Le plan directeur de Laval et prévoit 250.000 en 1971, 483.000 en 1985 et 659.000 en l'an 2000. L'accroissement de la population jusqu'à un million d'habitants surviendra au 21e siècle.

La croissance annuelle a obtenu un taux effectif de 11 p. 100 depuis 1941

comparativement à 3 p. 100 seulement pour l'ensemble de la région métropolitaine. Ce taux élevé ne pourra être cependant maintenu: à un tel rythme, Laval doublerait en 1980 le chiffre de sa population de 1966!"

Malgré tous ces chiffres impressionnants, il est reconnu que Laval est encore une ville-dortoir. Elle tente cependant aujourd'hui, et fortement, d'être adulte, de se développer dans tous les domaines, d'avoir son mot à dire dans la croissance de toute la région de Montréal.

Sainte-Scholastique

Et l'avenir de Laval, sa force, c'est Sainte-Scholastique.

Selon les diverses études préliminaires disponibles, la construction de l'aéroport apportera, dans la région, un afflux de population de quelque 150.000 habitants en 1985, dont le tiers à Laval.

Cette jeune ville occupe aussi un poste stratégique, puisque l'autoroute de Liesse - à venir - traversera la ville sur une longueur de quelque six milles dans sa partie centre-ouest.

L'essor économique que pourra connaître Laval grâce à la construction de l'aéroport est aussi très élevé "à condition toutefois que la Ville mette immédiatement en place une structure pouvant accueillir rapidement les investissements amenés par la construction de l'autoroute de Liesse", déclare M. Claude Langlois, directeur du service d'urbanisme.

L'amélioration du secteur industriel, accompagnée de millions de dollars en investissements de toutes sortes, obligera la construction de milliers d'habitations résidentielles pour loger le surplus de population prévu: 50.000 habitants en 15 ans.

Tout le reste s'en ressentira: main-d'œuvre, emploi, habitation, commerce et la conception même de la Ville, c'est-à-dire son aménagement futur.

Si ces prévisions se réalisent, c'est toute la vie de Laval qui ne sera plus la même. Au lieu d'une ville-dortoir, d'un grand village, de quartiers dans un grand tout, on aura une métropole régionale, un centre d'échanges, un pôle de croissance qui servira de lien entre Montréal et Sainte-Scholastique.

Cette perspective semble presque irréalisable, surtout quand on tient compte des difficultés quotidiennes de Laval, aujourd'hui notamment au chapitre du transport en commun.

Si Laval acquiert l'importance que les urbanistes lui prêtent les Lavallois se sentiront plus dans "la grande ville" que dans "un grand village".

...mais, pour le moment, il s'agit toujours d'un "grand village"

par Pierre VENNET

Laval, "deuxième ville du Québec", ou plus "gros village" de la province?"

La question est assez pertinente, cinq ans après la création de ce qui fut la première expérience d'importance en matière de regroupement.

On a beaucoup parlé "de" Laval, on a beaucoup parlé "à" Laval, mais on a peu réalisé. Le décor est le même depuis cinq ans.

Il ne s'agit pas de faire le procès de qui que ce soit.

Mais il n'en demeure pas moins que l'on a toujours les mêmes villes-dortoirs, avec l'accroissement normal de la construction que les anciennes villes auraient probablement connu, de toute façon.

Malgré de multiples conférences de presse, on n'a presque pas connu de développement industriel et commercial digne de mention, sauf le projet BASF et le Centre Laval.

Les projets de gratte-ciel de Place Laval avec monorail, de Carrefour Laval, de développement de l'île Lucas, sont toujours des projets que les journalistes (comme les autorités) gardent en filière.

Il y a bien le pont Papineau-Leblanc qui est venu s'ajouter au réseau routier, mais le pont Cavendish se fait toujours attendre et, de toute façon, lorsqu'on se décidera, enfin, à le construire, on pourra remercier non la fusion de Laval mais l'aménagement de l'aéroport de Sainte-Scholastique.

Et l'hôpital?

L'hôpital n'est toujours pas en construction, malgré une commission d'enquête, un volumineux rapport et l'annonce fréquente de la première pelletée de terre pour bientôt.

Le transport en commun constitue toujours un méli-mélo, et l'on n'a même pas réalisé le projet de correspondance entre les deux compagnies privées de l'île Jésus. L'Assemblée Nationale a dit non à un projet mal conçu de Commis-

sion de transport et, en fait, les plus grandes réalisations en ce domaine furent les conférences de presse au sujet de l'achat de l'Express des îles par la maintenant défunte SUTRI et les agissements quasi Jouffoques qui l'ont entouré.

Le problème scolaire

Enfin, du point de vue scolaire, on a formé une corporation pour administrer le futur Collège d'enseignement général et professionnel Montmorency de Laval, mais de CEGEP, comme l'hôpital, il n'y en a point pour la prochaine année académique.

Machine administrative

Du côté positif, on a néanmoins constitué une machine administrative compétente à la tête de laquelle, le gérant, M. Marc Perron, a réussi à éviter les

doublages inutiles et, somme toute, sauver de l'argent aux contribuables.

Car il faut être juste et le souligner: le Lavallois a payé cher, en taxes, pour ce qu'il a obtenu depuis la fusion, mais plusieurs des ex-villes étaient dans une position financière très précaire et frotaient la faillite.

Les contribuables, donc, auraient payé le gros prix de toute façon.

En un mot, personne ne voudrait retourner en arrière, mais l'on a l'impression que Laval constitue un outil de travail qui n'a pas encore été utilisé à fond.

Laval existe sur papier. Il reste encore à être créé en réalité. Sinon, il sera toujours un "grand village".

Pour l'instant, ce n'est pas encore ce qu'on peut appeler, au vrai sens du mot, une grande ville.

qu'étaient destinés à servir. L'administration héritait d'une armée de fonctionnaires qui devaient être réduits à la dimension de la ville nouvelle. Il fallait recruter les grands commis à l'extérieur, restructurer les services, repenser tout le régime administra-



Louis L'Heureux

Louis L'Heureux, président de la Ligue des propriétaires...

M. Louis L'Heureux, président de la Ligue des propriétaires de Laval, est d'avis que même si Laval existe légalement depuis cinq ans, cela ne veut pas dire que les citoyens se sentent réellement des Lavallois, car ils sont encore trop attachés à leur ancien patelin, leur ancienne petite municipalité.

La loi qui a fait la ville n'est malheureusement pas encore acceptée intégralement par chacun des citoyens même si la fusion a apporté un plan d'ensemble, du moins sur papier, pour la voie, les voies de communications, etc.

La fusion des 14 villes en une seule, en plus d'apporter un surplus de taxes pour la grande majorité des citoyens, a occasionné des tracas dus au manque de communications entre les contribuables et les autorités municipales.

Avant que Laval devienne une ville modèle où les citoyens se sentiront réellement chez eux, il s'écoulera encore quelques années.

Cependant, tous prennent conscience que la fusion sera un bienfait dans l'avenir, mais elle aura coûté une foule de sacrifices et d'efforts.



J.-Noël Lavoie

que ce soit n'est pas une mince tâche et ceci s'applique aussi bien à Laval. Laval a passé le cap de ses difficultés et rien ne m'empêchera de croire dans l'avenir de notre ville. J'encourage fortement le maire de Laval et son administration à exiger davantage des gouvernements supérieurs fédéral et provincial, soit pour solutionner des problèmes majeurs telles la pollution des deux rivières qui nous entourent, la rénovation urbaine, la construction de logements sociaux, soit pour encourager notre économie par l'implantation d'industries et par la réalisation d'un réseau routier moderne. L'administration municipale peut compter sur ma collaboration totale dans ses démarches.

Le nouvel aéroport international de Sainte-Scholastique est en voie de réalisation et les investissements directs et indirects qu'il suscitera dans notre région réservent à Laval le rôle de cœur économique du Québec. La fusion est venue en son temps, il reste aux hom-

mes publics des niveaux fédéral, provincial et municipal à agir.

J.-Noël Lavoie, ex-maire...

Le regroupement municipal est un phénomène irréversible, quelle que soit la forme qu'il prenne, fusions totales, gouvernement régionaux ou communautaires urbains. Laval fut à l'avant-garde de cette transformation de régime municipal.

Si l'arbre n'a pas encore produit ses fruits, la floraison demeure généreuse, déclare M. Jean-Noël Lavoie, ex-maire de Laval et candidat à la mairie aux dernières élections.

Actif de la fusion

La fusion a déjà à son actif de grandes réalisations qui, d'ici peu, permettront des économies appréciables, il suffit de mentionner la mise en force cette semaine du plan directeur de développement du territoire qui prévoit pour 30 ans à venir l'usage du sol et les grandes voies de circulation.

Dans le contexte économique et social présent, il faut reconnaître qu'administrer la chose publique à quelque niveau

Un lac des Territoires du Nord-Ouest portera le nom du juge Sissons, un pionnier de la justice

OTTAWA — Un lac des Territoires du Nord-Ouest portera le nom du juge John Howard Sissons, premier magistrat des Territoires du Nord-Ouest, qui s'est rendu célèbre chez les Indiens et les Esquimaux à titre de représentant de la justice dans le Nord. Ce lac, situé dans le district de Keewatin et ayant une superficie de 75 milles carrés, recevra le nom du juge Sissons. Les nombreuses décisions juridiques du magistrat sont passées à l'histoire pour avoir établi un nouveau mode

d'administration de la justice entre les cultures souvent antagonistes de l'homme blanc d'une part, et des Indiens et Esquimaux, d'autre part. Le premier à devenir juge du tribunal des Territoires du Nord-Ouest, en 1955, M. Sissons a exercé ses fonctions dans le Nord jusqu'à sa retraite en 1966. Au cours de ces années, sa sphère de responsabilité embrassait un tiers de l'étendue géographique du Canada, et il a souvent parcouru en avion, par les temps les plus inclements, des milliers

de milles de toundra gelée pour livrer son message de justice aux gens. Le lac Juge-Sissons se trouve dans la toundra de la partie est des Territoires du Nord-Ouest, par 64°17' de latitude et 97°36' de longitude, environ 75 milles à l'ouest de l'établissement de Baker Lake. La décision de donner à ce lac le nom du juge Sissons fait suite à une recommandation formulée en ce sens par le Comité permanent canadien des noms géographiques. Né à Orillia (Ontario) en

1892, le juge Sissons dut enseigner dans de petites écoles de l'Alberta pour payer ses études à l'Université Queen. Il pratiqua le droit pendant 25 ans à Grande Prairie, en Alberta. De 1940 à 1945, il fut député de Rivière de la Paix à la Chambre des Communes. Après la guerre, M. Sissons occupa le poste de juge du tribunal du district d'Alberta-Sud, poste qu'il occupa 10 ans. Lorsque le tribunal territorial des Territoires du Nord-Ouest fut constitué en 1955, il en devint le premier titulaire.

C'EST BIENTÔT LE **RETOUR à l'ÉCOLE**

PROFITEZ DU PREMIER CHOIX

Blazer de coupe étudiée en cheviotte (hopsack) 100% laine. Modèle à devant croisé.

7 à 10 ans	\$27.95
11 à 16 ans	\$29.95

Pantalon gris lavable. Garde toujours une forme impeccable.

6 à 12 ans	\$9.95
8 à 18 ans	\$12.95

Utilisez le code CHARGEX

SAUVÉ FRÈRES
(1957) LIMITEE

Nous avons les uniformes de la plupart des collèges.

6554, PLAZA SAINT-HUBERT — LES GALERIES D'ANJOU — 273-6392
"Le plus important spécialiste du vêtement pour hommes et garçons"

L'ouragan Celia s'apaise

Nixon déclare Corpus Christi "région dévastée"

CORPUS CHRISTI, Texas (UPI et AP) — L'ouragan Celia est allé mourir dans les montagnes du Mexique, hier, après avoir ravagé une partie du Texas et paralysé Corpus Christi, une ville balnéaire de 335.000 habitants, les laissant sans gaz ni électricité, sans compter les dégâts évalués à près de \$300 millions.

L'ouragan, le pire de la saison, a fait 32 morts, dont cinq d'entre elles sont imputables à la contre-marée et aux marées montantes causées par Celia quand il s'est élançé par les Caraïbes et le Golfe du Mexique.

On estime que la tempête tropicale a ravagé le secteur du centre à 90 pour cent et le secteur résidentiel à 70 pour cent. L'impact est identique dans les villes environnantes.

À Washington, le président Nixon a déclaré, hier, "région dévastée", toute la région de Corpus Christi, au Texas, touchée par l'ouragan Celia, autorisant ainsi, le débours de fonds fédéraux pour venir en aide aux sinistrés. Le montant officiel des dégâts n'a pas encore été déterminé, a précisé la Maison Blanche.

La tornade avait entraîné des vents d'une vitesse de 145 à 160 par heure.

Celia avait causé la mort de cinq personnes à Cuba au début de son passage.

Le maire de Corpus Christi, M. Jack Blackmon, visitant le champ de dévastation et qualifiant la ville de "scène de carnage" devait déclarer: "La bonne humeur de la population est remarquablement bonne et optimiste."

M. Blackmon a attribué certains problèmes municipaux au fait que le bureau météorologique avait tout d'abord estimé la vitesse des vents à seulement 90 milles par heure, ensuite à 115 milles mais jamais à 145 milles s'ignants lundi soir et qui avaient atteint 160 par heure, plus tard.

"J'ai déjà assisté à des ouragans dans cette ville en 1942, 45, 61 et en 67, a-t-il dit, mais jamais à un de la force et de la fureur de celui-ci."

C'est l'ouragan qui a causé le plus de dommages parmi ceux auxquels j'ai assisté et je les ai vus tous depuis 1960, a dit M. George Bastings, directeur régional du Bureau de secours d'urgence des Etats-Unis.

Il n'y avait plus d'électricité à Corpus Christi, les 800.000 téléphones étaient inutilisables et 100.000 dans la région métropolitaine.

Trois réservoirs d'essence ont été incendiés à Ingleside tandis qu'un incendie s'était déclaré aux installations de la Coastal States Gas Refining.

De son côté, la Croix-Rouge a déclaré qu'elle avait dû trouver des abris pour 30.000 personnes dans la nuit de lundi à mardi. Des milliers d'autres sinistrés ont gagné le nord pour se réfugier chez des parents ou dans des motels.

Des civils en armes, des policiers et quelque 500 gardes nationaux protègent Corpus Christi contre le pillage.

Une seule grande route est ouverte à Corpus Christi et les gardes nationaux arrêtent tous les véhicules les obligeant à rebrousser chemin.

Selon la Marine, il est cofré par \$3.500.000 pour réparer les dégâts causés par l'ouragan à la Station aéronavale de Corpus Christi ainsi que pour réparer le centre de réparation pour les hélicoptères volant au Vietnam.

Il refuse de répondre à un S.O.S.

BASSETERRE, St. Kitts, Antilles (UPI) — Un remorqueur étranger a refusé de répondre à l'appel de détresse lancé par le capitaine d'un bateau de pêche afin de porter secours aux sinistrés du "Christina" qui a sombré dans les Antilles.

Les autorités évaluent le nombre de morts à 133. Seulement 38 corps ont pu être récupérés, mais 95 n'ont pas été retrouvés, 80 personnes ont survécu au naufrage.

Un officier porte-parole, M. Lee Moore, a déclaré que le capitaine d'un des premiers bateaux arrivés sur les lieux a lancé, par radio un S.O.S. à un remorqueur dans les environs.

"Non seulement a-t-il refusé de venir, a ajouté Moore, mais il a répondu rudement."

Le remorqueur, dont Moore n'a pas voulu révéler l'identité, avait quitté Basseterre au même moment que le "Christina".

Le traversier, pour sa part, se rendait à Nevis, à 12 milles vers le sud.

Moore a aussi déclaré que l'enquête du gouvernement tentera de déterminer pourquoi il y avait 213 personnes à bord, alors que sa limite était de 200 passagers.



L'ouragan Celia sème la destruction à Aransas Pass. Des vents d'une vélocité de 145 milles à l'heure ont détruit des maisons et des édifices commerciaux dans le quartier où se trouve le réservoir

d'eau de ce village du Texas. La ville voisine, Corpus Christi, est également victime de la tempête. On compte déjà des centaines de victimes et Celia poursuit sa course folle.

Nombre de morts incertain

Le cargo soviétique "Sergey Yesenin" mis sous saisie à Vancouver

VANCOUVER (PC) — Un ordre de mise sous saisie, dans le port de Vancouver, du cargo soviétique "Sergey Yesenin" a été lancé hier, à la suite de sa collision, survenue dimanche, avec le traversier de Colombie-Britannique Queen of Victoria. Cette collision a causé la mort de trois passagers du traversier.

L'avocat John Bird, de Vancouver, agissant pour le compte du ministère provincial de la Voirie, a présenté un bref devant le palais de Justice de Vancouver, et la cour de l'Echiquier de Colombie-Britannique a émis un mandat ordonnant au commissaire de l'amirauté du district de Colombie-Britannique de placer le navire sous saisie.

Le mandat ordonne que le navire soit retenu en attendant des directives plus précises de la part du gouvernement provincial, dont le traversier dépend.

Le bref du gouvernement demande aussi des dommages-intérêts pour les dégâts subis par le traversier par suite de ce que le ministère de la Voirie qualifie de négligence dans la navigation de la part des responsables du navire soviétique.

Le mandat ordonne d'autre part aux officiers du cargo de se présenter dans les sept jours devant la division de l'amirauté de la cour de l'Echiquier.

On sait que la collision de dimanche a causé la mort de trois personnes. Il s'agit de Ann Hammond, âgée de 31 ans, de Victoria, et de son fils de sept mois, Peter, ainsi que

de Sheila Taylor, âgée de 17 ans, du New Jersey. Huit personnes ont également été blessées.

Enquête publique

Le coroner de Vancouver a annoncé hier qu'une enquête publique sera ouverte demain. Le jury formant la commission d'enquête examinera des films d'amateurs montrant des scènes de l'accident. Ces films ont déjà été vus par des enquêteurs du ministère fédéral des Transports et par l'autorité provinciale en charge des traversiers pour le compte du ministère provincial de la Voirie.

Un porte-parole du bureau du coroner a déclaré qu'au moins une trentaine de témoins pourraient être convoqués, dont plusieurs membres d'équipage du traversier.

De son côté, le procureur général Leslie Peterson a déclaré hier que les rapports préliminaires indiquent que le cargo soviétique, à bord duquel se trouvait un pilote canadien, est entré en collision avec le traversier en "effectuant un large virage pour éviter les bateaux de pêche qui se trouvaient dans le secteur d'Active Pass".

Par ailleurs, la Gendarmerie canadienne a émis la crainte que le nombre des victimes ne s'accroisse au fur et à mesure que les passagers du traversier arrivent à destination, ce qui permettra d'établir si d'autres personnes sont portées disparues, puisque aucune liste des passagers n'a été gardée.

Un cinéaste amateur avait filmé l'avance du cargo

VANCOUVER (PC) — Un film pris par un cinéaste amateur est devenu hier l'un des meilleurs éléments de preuve recueillis par les enquêteurs fédéraux sur la collision survenue en fin de semaine entre un traversier du gouvernement de la Colombie-Britannique et un cargo soviétique.

Le film a été découvert lundi et indiquait que la collision a été produite par le cargo russe qui avait pris un trop grand virage en entrant dans "l'Active Pass".

Trois personnes ont perdu la vie dans l'accident et huit autres ont été blessées.

Le procureur-général de la Colombie-Britannique, M. Leslie Peterson, a dit qu'aucun autre bateau ne se trouvait dans les environs du lieu de la collision et c'est lui qui a révélé l'existence du film tourné par un amateur, M. Ed Johnson, de New-Westminster.

Il a précisé que M. Johnson se trouvait près de l'entrée de la passe lorsqu'il a vu le ba-

teau russe. Il s'est alors emparé de sa caméra et a commencé à filmer l'avance du bateau, dont le capitaine ignorait alors la présence du traversier.

M. Peterson a précisé que, dans les dernières secondes avant la collision, le traversier paraissait immobile alors que le navire russe avait inversé ses moteurs et tentait de reculer.

Le cinéaste amateur a dit que le bruit de la collision a été très intense et que le tout s'est déroulé en quelques secondes.

Le traversier, a-t-il ajouté, a été enfoncé aussi facilement que s'il s'était agi d'un coup de hache.

Par ailleurs, un porte-parole de la RCMP a déclaré que le nombre des victimes pourrait être augmenté puisqu'il n'existe pas de liste de passagers sur le traversier et qu'il est très difficile de savoir si des personnes manquent à l'appel.

Tornade sur la côte atlantique: bilan tragique

BORDEAUX (AFP) — La violente tornade qui a sévi hier sur tout le littoral atlantique du sud-ouest se transforme peu à peu en simple orage et perd de son intensité.

Cependant, le bilan est déjà lourd puisqu'on dénombrait cette nuit neuf morts, onze disparus et 29 blessés.

La tornade s'est développée très rapidement, et avec violence. En effet, entre 16h30 et 21h, les éléments déchainés ont littéralement "raboté" plus de trois cents kilomètres de côtes, depuis le fond du golfe de Gascogne, au sud de Saint-Jean-de-Luz, jusqu'à la côte de la Charente-Maritime, causant de très sérieux dégâts, notamment dans le Bassin d'Arcachon, où de nombreux plaisanciers naviguaient sur cette véritable mer intérieure.

Le bilan dans cette région est tragique. La gendarmerie d'Arcachon estimait, hier soir, que,

outre les neuf tués, les onze disparus et les blessés, trois cents bateaux en tout genre avaient été détruits tandis qu'une cinquantaine d'autres étaient partis à la dérive.

COMMENT MAIGRIR UNE FOIS POUR TOUTES

Pourquoi la plupart des régimes échouent-ils? Certains donnent des résultats mais pour peu de temps. Au bout de quelques semaines, vous les abandonnez et le poids perdu est vite regagné. Dans Sélection du Reader's Digest d'août, le Dr. Grant Gwinup vous explique comment maigrir sans changer le fond de vos habitudes alimentaires. Avec sa méthode "énergétique", contrôler son poids revient un peu à tenir un compte en banque: les aliments correspondent aux dépôts et les activités aux retraits. Un tableau pratique vous indique le nombre de calories dépensées selon une activité donnée. À l'aide de ces chiffres et d'un tableau de calories, vous pouvez équilibrer entrées et sorties d'énergie. La liste vous indique que répondre au téléphone ou regarder la télévision provoque la perte de 25 calories, se brosser les dents ou les cheveux en brûle 100, laver la vaisselle en consomme 75, épousseter les meubles 150 et faire le lit 300. Apprenez comment maigrir une fois pour toutes dans Sélection du Reader's Digest d'août. Achetez votre exemplaire aujourd'hui même.

Comment mieux tenir UN DENTIER plus longtemps

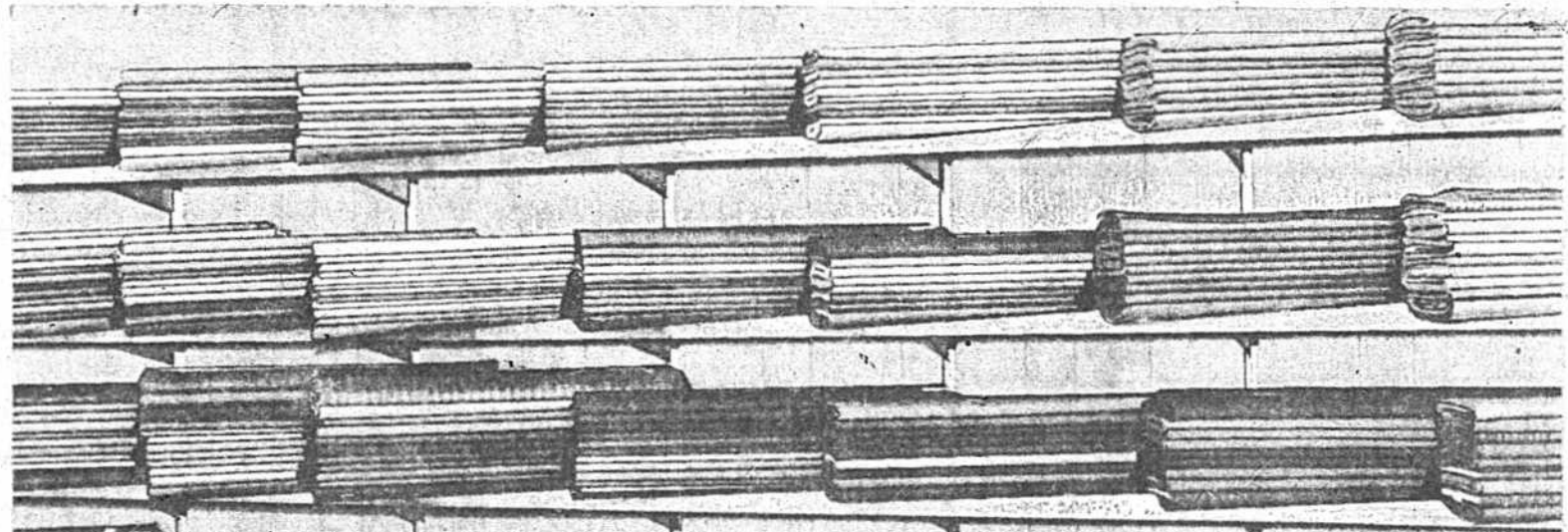
Vous n'appréciez-ils pas quand vous riez, ris ou parlez? Saupoudrez alors vos prothèses de PASTETH, l'empât facile. PASTETH maintient fermement votre dentier plus longtemps et vous permet de brosser plus facilement. Agréable, la poudre PASTETH n'agit pas sous les prothèses. Nul effet gonfleur, ni stries ou pétéux. La santé exige un dentier bien ajusté. Vérifiez votre dentiste régulièrement. Demandez vite votre PASTETH d'emploi facile à tout rayon de pharmacie.

Déjà, à \$69, un complet Ben Berke, sur mesure, est une valeur imbattable!

MAIS, DURANT LES PROCHAINES 10 JOURS

\$59

vous ne paierez que ...



Ben Berke a présentement en main des milliers de "dernières longueurs", telles qu'illustrées ci-dessus. Ce sont en réalité, des fins de pièces. Un seul problème: Chacune de ces dernières longueurs ne peut servir que pour un seul complet - on ne pourrait même en tirer un pantalon supplémentaire!

C'est la raison de cette offre vraiment exceptionnelle!

RAPPELEZ-VOUS: 10 JOURS SEULEMENT!

Ben Berke Ltd.

Maitres-tailleurs depuis 1910

Vente complets sur mesure "dernières longueurs" \$59

2010, de la Montagne
coin de Maisonneuve

6290, rue St-Hubert
sur la Plaza

5615, avenue du Parc
entre St-Viateur et Bernard

350 ouest, rue Craig
coin Bleury

1423, rue Papineau
coin Ste-Catherine

3986, rue Wellington
entre Hickson et Church (Verdon)

993, boul. Décarie (Ville St-Laurent)

1877, Curé-Labelle (Chomedey)

MAGASINS A: Montréal (8), Granby, Hull, Joliette, Trois-Rivières, Victoriaville, Ajax, Belleville, Brantford, Burlington, Cornwall, Guelph, Hamilton, Kitchener, London, Niagara Falls, Oakville, Oshawa, Ottawa, Peterborough, St. Catharines, Sarnia, Sault Ste. Marie, Toronto (5), Windsor.



Mobutu à la Maison Blanche

Le président Nixon et le général Joseph Mobutu, président de la République du Congo, quittent la Maison Blanche pour une promenade dans le jardin. M. Mobutu, qui effectue une visite d'Etat aux États-Unis, venait de terminer son premier entretien officiel avec le président américain.

La crise prend fin en Italie

Colombo réussit à replâtrer la coalition de centre gauche

ROME. (Reuter, AFP) — M. Emilio Colombo a commencé aujourd'hui la formation d'un nouveau gouvernement de centre gauche, mettant fin à une crise politique d'un mois en Italie. Le premier ministre désigné, un chrétien-démocrate de 50 ans, a réussi la mission qui lui avait été confiée le 25 juillet quand le parti social-démocrate a accepté son programme, suivant ainsi l'exemple des chrétiens-démocrates, des socialistes et des républicains. Tout indique que M. Colombo rendra visite aujourd'hui au président Giuseppe Saragat pour l'informer de l'issue favorable de sa mission. En effet, le président pressenti à l'intention, semble-t-il, de communiquer au chef de l'Etat à la fois son acceptation de former le gouvernement et la composition de celui-ci. Ainsi n'ira-t-il qu'une seule fois au Quirinal, ce qui hâtera la conclusion de la crise.

Il y a tout lieu de penser, dans ces conditions, que M. Colombo n'a pas eu de mal à obtenir la composition du gouvernement que M. Mariano Rumor avait formé le 27 mars. Il s'agit plutôt d'un simple remaniement ministériel, deux portefeuilles étant à attribuer, dont un très important, celui du Trésor, que M. Colombo a eu pendant de longues années, et celui des Missions spéciales (rapports avec l'ONU).

M. Giuseppe Caron (démocrate chrétien), qui fut secrétaire d'Etat aux Travaux publics, à la Défense, et vice-président de la Commission de la communauté économique européenne, a de fortes chances de succéder à M. Colombo. Enfin, les sociaux-démocrates, qui réclament un quatrième portefeuille (ils en ont trois, Finances, Défense et Tourisme), obtiendraient celui des Missions spéciales qu'ils entendent confier à M. Matteo Matteotti. MM. Francesco de Martino (vice-président), Aldo Moro (Affaires étrangères), Oronzo Realè (Justice), Mario Tanassi (Défense), Lorenzo Natali (Agriculture) et Carlo Donat Cattin (Travail) continueront à occuper les postes-clés du gouvernement.

Le débat de confiance à la Chambre débutera donc le 11 ou le 12 août. D'autre part, la presse italienne accorde un relief particulier à la réussite de M. Emilio Colombo, l'annonçant dans des titres en caractères d'affiche. Dans leurs analyses, les observateurs soulignent le côté déconcertant et mystérieux de cette crise, en rendant hommage au bon sens dont on fait preuve les partis. Seuls, "L'Unità" organe du parti communiste, et "Il Secolo", organe du mouvement social italien, formulent de vives réserves, soulignant, le premier, un "compromis précaire", l'autre, "l'acceptation résignée du P.S.U."

LES TROUBLES DIVISENT LE GOUVERNEMENT EN ULSTER

BELFAST (UPI, AFP, Reuter) — Tout indique qu'une profonde scission menace de diviser irrémédiablement le Parti unioniste qui dirige le gouvernement de l'Irlande du Nord. Ce malaise au sein du groupement politique ministériel semble s'être fortement accentué après une autre nuit d'émeutes contre les troupes britanniques.

Sept militaires ont été blessés et 16 civils appréhendés à Belfast au cours des incidents qui se sont produits dans cette ville pour la sixième nuit consécutive entre catholiques et forces de l'ordre britanniques.

A Londonderry, où des manifestants avaient, au même moment, établi une barricade avec deux autobus, deux arrestations ont été opérées.

Le calme est revenu ce matin dans ces deux villes, mais le ressentiment monte de part et d'autre et tout laisse prévoir de nouveaux affrontements encore plus graves.

Les tenants d'une politique ferme, membres du Parti unioniste, ont demandé au gouvernement de l'Irlande du Nord d'appliquer sans délai ses pouvoirs spéciaux pour arrêter et emprisonner sans procès tous ceux qui participent aux émeutes. Ils soutiennent que ces pouvoirs discrétionnaires sont conformes à la Loi des mesures exceptionnelles dénoncée par la minorité catholique de cette province du Royaume-Uni. Rien ne laisse prévoir que le gouvernement se pliera à cette exigence, malgré une menace de députés unionistes de retirer leur appui au gouvernement à moins qu'il n'applique intégralement la Loi.

Au cours de la nuit dernière, les soldats britanniques ont dû utiliser les gaz lacrymogènes et vomitifs pour disperser des centaines de jeunes gens qui ont violemment manifesté dans les quartiers catholiques de Ballymurphy, Andersonstown et Springfield Road.



Un charnier à ciel ouvert

Des soldats cambodgiens doivent se couvrir le visage de mouchoirs pour se protéger contre la puanteur que se dégage des corps de troupes communistes trouvés le long de la route No 4 près de Sre Khleay, au Cambodge. Des porte-parole du gouvernement de Phnom Penh ont dit que près de 500 cadavres de soldats communistes ont été ainsi trouvés dans le secteur.

Jarring doit faire vite
Cessez-le-feu dès cette semaine au Moyen-Orient?

d'après AFP-UPI-PA-Reuter

Le parlement d'Israël, en ratifiant hier soir, par un vote de 66 voix contre 28, la décision du cabinet de Mme Meir d'acquiescer au plan de paix américain pour le Moyen-Orient, a éliminé le dernier obstacle au déclenchement de la mission Jarring.

Déjà, la RAU, la Jordanie, le Liban et le Soudan ont accepté le plan Rogers et de fortes pressions sont exercées par Moscou auprès de l'Irak et de la Syrie pour que ces deux Etats, directement impliqués dans le conflit israélo-arabe, rallient le camp des "oui" au plan de paix.

Au siège de l'ONU, à New York, l'ambassadeur Gunnar Jarring, dont la mission de paix vient d'être réactivée, a rencontré dans les dernières 48 heures le secrétaire général U Thant, l'initiateur du plan de paix, M. William Rogers, ainsi que les ambassadeurs aux Nations unies de la RAU, de la Jordanie, du Liban et d'Israël.

En dépit du plus strict huis clos imposé à ces rencontres, on déclare que les entretiens de Jarring avec les représentants des "pays du champ de bataille" ont permis de faire un tour d'horizon complet de tous les aspects diplomatiques des négociations indirectes à venir entre Israël et ses voisins.

Des sources onusiennes espèrent que le "cessez-le-feu de 90 jours", clause principale du plan Rogers, sera en vigueur d'ici la fin de cette semaine ou au plus tard, d'ici le 15 août.

Jarring fait vite

Dans la capitale d'Israël, on s'attend que le "médiateur" Jarring va accélérer le processus de la mise en route des négociations indirectes et se rendra à Tel-Aviv d'ici quelques jours pour s'entretenir avec les dirigeants israéliens.

À New York, le secrétaire général de l'ONU, U Thant, s'est dit fortement encouragé par les perspectives d'un cessez-le-feu et optimiste quant à l'approche imminente des négociations indirectes en vue d'un règlement pacifique du conflit du Moyen-Orient.

U Thant: dernière chance?

Aussi optimiste qu'il soit, U Thant a fait la mise en garde suivante: "Il existe maintenant une chance d'accomplir de véritables progrès. Qui sait quand ou même si une nouvelle chance se présentera".

Au secrétariat d'Etat à Washington, une même crainte a été formulée. Là comme dans la plupart des milieux diplomatiques de la capitale américaine, on craint que si le médiateur de l'ONU n'agit pas avec la plus grande célérité, les organisations de résistance palestinienne, qui à l'unanimité ont violemment dénoncé le plan Rogers, ne lancent une vaste offensive de terrorisme contre Israël et ne rendent ainsi impossible l'application du cessez-le-feu.

Dilemme à Tripoli

Les ministres des Affaires étrangères de la RAU, de la Jordanie, de la Syrie, du Soudan et de la Libye ont ouvert ce matin, dans la capitale libyenne, une conférence qui promet d'être orageuse.

Présûmément convoquée sur l'initiative du président Nasser pour établir un front commun d'acquiescement face au plan Rogers, la rencontre débute sous de mauvais auspices. En effet, à peine de retour d'une voyage à Bagdad où il aurait vainement tenté de persuader les dirigeants irakiens d'adoucir leur attitude face au plan de paix américain, le

Hiroshima, 25 ans après

HIROSHIMA (PA, UPI, AFP) — Les visiteurs venus de tous les pays du monde affluent aujourd'hui à Hiroshima afin de participer demain aux cérémonies qui marqueront le 25e anniversaire de la destruction de cette grande ville japonaise par la première bombe atomique. Déjà, à la veille du grand jour, il ne reste plus aucune chambre disponible dans les hôtels ou maisons de pension. La grande affluence d'étrangers dans la ville est attribuable non seulement au triste événement que l'on vient commémorer avec les Japonais, mais aussi au grand nombre de visiteurs à l'Exposition d'Osaka qui profitent de leur voyage au Japon pour visiter Hiroshima.

Bemain, jeudi, à 8 heures du matin, soit à l'heure exacte de l'explosion de l'engin nucléaire largué par un bombardier B-29 de l'aviation américaine, l'"Enola Gay", des milliers de personnes rassemblées dans le "Parc de la paix" s'inclineront en un hommage émouvant et silencieux à la mémoire des 200.000 personnes qui perdirent la vie en ce jour d'août 1945.

Au moment précis où, il y a un quart de siècle, une explosion nucléaire a rasé Hiroshima, les glas sonneront pour la paix, des colombes s'envoleront dans le ciel et des moines bouddhiste chanteront en mémoire des morts.

Cette cérémonie sera répétée trois jours après, le 9 août, à Nagasaki, la deuxième et dernière ville japonaise à être effacée de la carte par l'explosion d'une bombe atomique américaine.

À Los Alamos, où sont situés les laboratoires qui servirent à l'équipe de savants qui mirent au point la bombe atomique, des partisans de la paix ont commencé de se rassembler. Ils ont l'intention de manifester paisiblement contre la guerre. Des constables spéciaux et un détachement de la police d'Etat sont sur les lieux afin de surveiller les quelque 700 manifestants qui sont attendus dans cet endroit isolé.

président du Conseil de la révolution libyenne, le colonel Dhadafi s'est officiellement déclaré hostile à "toute négociation, toute paix" avec Israël et a promis tout l'appui possible de son pays à la cause de la résistance palestinienne.

On sait qu'en plus de l'Irak, et de la Syrie, l'Algérie a rejeté le plan Rogers. Le monde arabe se voit donc profondément divisé sur ce problème dont la solution équivaudrait au retour de la paix au Moyen-Orient.

Les réticences d'Israël

Les observateurs de la scène moyen-orientale qui commentent le "difficile" acquiescement d'Israël au plan de paix américain, soulignent que le "oui" de Tel Aviv est tissé de réserves et de réticences. Ce "oui", disent-ils, ne s'applique en fait qu'à deux éléments du plan Rogers:

- 1) un cessez-le-feu de 90 jours (jusqu'à catégoriquement refusé) et 2) à des négociations indirectes (Tel Aviv avait toujours insisté pour des négociations "directes").

Par ailleurs, tout en disant "oui", Israël refuse mordicus les clauses de "retrait des territoires occupés".



Election contestée

Mme Lenore Romney, l'épouse du secrétaire au Logement et à la rénovation urbaine dans le cabinet Nixon, détient ce matin une mince avance dans la lutte pour l'obtention de la candidature républicaine au poste de sénateur pour le Michigan, l'un des quatre Etats qui ont tenu des élections primaires hier. Un ordonnance définitive à Détroit a retardé la compilation des voix et le résultat définitif. Mme Romney avait comme adversaire le sénateur conservateur Robert Huber. Si elle est choisie, elle fera la lutte au sénateur démocrate Phillip Hart aux élections de novembre.

Combats entre deux groupes de fedayin en Jordanie

d'après AFP, UPI, PA

Deux groupes de guerilleros palestiniens en sont venus aux prises dans la région septentrionale de la Jordanie et l'acrochage qui avait pour cause un violent désaccord au sujet du "oui" de Nasser au plan Rogers a fait deux morts, chez les "anti-plan Rogers" et six prisonniers dans l'autre camp.

Selon des sources jordaniennes, ce sont le FPLP, aile extrémiste de la résistance palestinienne, et un groupement connu sous le nom de "Organisation Action pour la libération de la Palestine" qui se sont livrés bataille.

Un porte-parole du FPLP, qui, à l'instar d'El Fath, a rejeté catégoriquement le plan Rogers, comme il rejette toute idée de négociation avec Israël, révèle qu'un grand nombre d'agents secrets égyptiens sont arrivés à Amman où ils ont pour tâche de rallier les Palestiniens à la position du président Nasser.

À Bagdad, capitale de l'Irak, la radio gouvernementale a interrompu son bulletin d'information pour annoncer que "d'importantes manifestations populaires se sont déroulées ce matin à Tripoli, en faveur de la résistance palestinienne".

Le gouvernement irakien, qui récemment annonçait qu'il plaçait ses 18.000 soldats présentement en Jordanie sous le commandement du Comité central de la résistance palestinienne, boycotte une rencontre ministérielle arabe qui se déroule actuellement dans la capitale de la Libye. Bagdad a, comme on le

sait, refusé d'accepter le plan Rogers. Pendant une heure ce matin, des avions israéliens ont effectué des raids sur la route principale Wadi El Yabes-Kraimah, dans la vallée du Jourdain. Le porte-parole d'Amman annonce qu'un véhicule civil a été détruit par les avions qui mitraillaient les véhicules circulant sur cette route. Enfin, pour la 77e journée d'affilée, l'aviation israélienne a bombardé les positions égyptiennes dans la zone du canal, précisément le secteur principalement en cause dans le "cessez-le-feu" de 90 jours proposé dans le plan de paix américain.

Oslo prêt à envoyer des "casques bleus"

OSLO. (AFP) — La Norvège est prête à mettre à la disposition des Nations unies des observateurs et des forces de maintien de la paix pour le Moyen-Orient, à la condition cependant que les pays directement concernés par le conflit approuvent une telle intervention, a annoncé aujourd'hui un porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

La Norvège, qui avait déjà fait connaître sa position, a entrainé des forces spéciales en vue d'une action immédiate, a ajouté le porte-parole.

Américains et Sud-Vietnamiens déclenchent une grande offensive à la frontière du Laos

SAIGON. (PA, AFP, UPI) — Les Etats-Unis et le Sud-Vietnam viennent de lancer une grande offensive aérienne et terrestre le long de la frontière de 200 milles du Laos afin d'empêcher l'acheminement de troupes et d'approvisionnements ennemis à destination du Sud-Vietnam et du Cambodge.

Le haut commandement sud-vietnamien annonce que plusieurs milliers de ses soldats sont impliqués dans "de multiples opérations" le long de la frontière à partir de la zone démilitarisée jusqu'au sud-ouest de Da Nang.

Les combattants communistes qui ont survécu au bombardement du 23 juillet dernier se sont réfugiés dans les temples.

Un porte-parole du commandement américain à Saigon a révélé, d'autre part, que les bombardiers géants B-52 ont intensifié leurs bombardements ces jours derniers dans l'enclave laotienne. Ce même porte-parole a, de plus, signalé que les opérations terrestres n'ont pas encore donné de résultats significatifs, sans doute en raison des pluies de la mousson au Laos qui ont freiné l'activité des soldats nord-vietnamiens.

Général disparu

On apprend par ailleurs de Saigon que le général Nguyen Van Thien, récemment promu commandant du secteur de Danang, a été porté disparu. Il voyageait dans un avion à réaction de l'armée sud-vietnamienne qui est disparu hier et qui devait le conduire à une cérémonie de promotion d'officiers. Des recherches sont en cours au sud de la base de Da Nang où le biplace se serait écrasé.

Les "Tupamaros" libèrent l'un de leurs 3 otages

Violents combats au Cambodge

De violents combats se poursuivent dans la ville de Skoun, à 35 milles de Phnom Penh, où les forces cambodgiennes tentent de déloger des éléments ennemis retranchés dans le marché de la localité. D'autre part, la route nationale no 4, reliant la capitale du Cambodge au port de Kompong Som, a été rouverte à la circulation après deux jours d'interdiction "pour raisons de sécurité".

Cette voie de communication vitale pour l'économie du pays a été libérée après une vaste opération de "nettoyage" dans le secteur, avec l'appui de l'aviation.

Enfin, un porte-parole du gouvernement cambodgien a démenti les informations selon lesquelles les forces communistes auraient quitté la région des temples d'Angkor. Les combattants communistes qui ont survécu au bombardement du 23 juillet dernier se sont réfugiés dans les temples.

MONTEVIDEO, Uruguay (PA-AFP) — Les guerilleros uruguayens connus sous le nom de "Tupamaros" ont remis hier soir en liberté l'un de leurs otages, le juge Daniel Pereira Manelli, mais continuent de garder en captivité un conseiller américain et un diplomate brésilien.

Le juge Manelli avait été enlevé le 28 juillet par les Tupamaros qui voulaient l'interroger sur ses activités ainsi que sur le contenu des dossiers en sa possession. Ils l'avaient ensuite accusé de "procédure illégales", d'avoir accordé des "non-lieu" à des policiers coupables d'avoir tué un suspect, d'avoir caché des cas de torture et d'être au courant de la corruption de fonctionnaires judiciaires par la CIA.

Le juge Manelli, de retour à son domicile, a déclaré n'avoir subi aucun mauvais traitement aux mains de ses ravisseurs.

la Bourse de Montréal

Table of market indicators: Ventes, Hausse, Bas, Ch. (e.g., Abilbi 1600 574 73 34)

le marche des bestiaux

Les arrivages ont été plutôt légers, les prix en baisse mais la demande bonifiée...

Table with 5 columns: Ind. S. pub., Banq., Comb., Pap., etc.

new york

la Bourse Canadienne

Large table of stock market data with columns for various companies like Alcan, BP, etc.

du parquet de la voie - Légère hausse à l'ouverture; marchés calmes

Cours du dollar

Le dollar canadien aujourd'hui par rapport à la devise américaine s'élevé de 74 à 90 7/8... Par ailleurs, le dollar américain par rapport à la devise canadienne...

Cotes de l'or

Table of gold prices: Ventes, Hausse, Bas, Ch.

Fonds mutuels

Table of mutual funds: Abbey Nth Am Fund, A.G.F. Special, etc.

MINES

Table of mine stock prices: Agnico, Alcan, etc.

INDICES DE LA BOURSE DE MONTREAL

Table of Montreal stock market indices: Var. 4 août, Clôt. 4 août, etc.

Suppression d'une piste d'atterrissage à Cartierville

Le ministre des Transports a ordonné que l'on supprime une piste d'atterrissage à l'aéroport de Cartierville...

titres au comptant

Table of cash stocks: Abilbi Black, Agnico, etc.

MINES

Table of mine stock prices: Agnico, Alcan, etc.

INDICES DE LA BOURSE DE TORONTO

Table of Toronto stock market indices: Var. 4 août, Clôt. 4 août, etc.

suppression d'une piste d'atterrissage à Cartierville

Le surintendant régional de la réglementation aérienne, M. Henri Rousseau, a révélé lundi qu'il avait recommandé que cette piste soit démolie...

titres au comptant

Table of cash stocks: Abilbi Black, Agnico, etc.

Table of stock market indicators: Ventes, Hausse, Bas, Ch.

INDICES DE LA BOURSE DE TORONTO

Table of Toronto stock market indices: Ind., Aur., Mét., Pét.

Cours des obligations

Table of bond prices: Gouvern. du Canada, Municipales, etc.

suppression d'une piste d'atterrissage à Cartierville

Le surintendant régional de la réglementation aérienne, M. Henri Rousseau, a révélé lundi qu'il avait recommandé que cette piste soit démolie...

titres au comptant

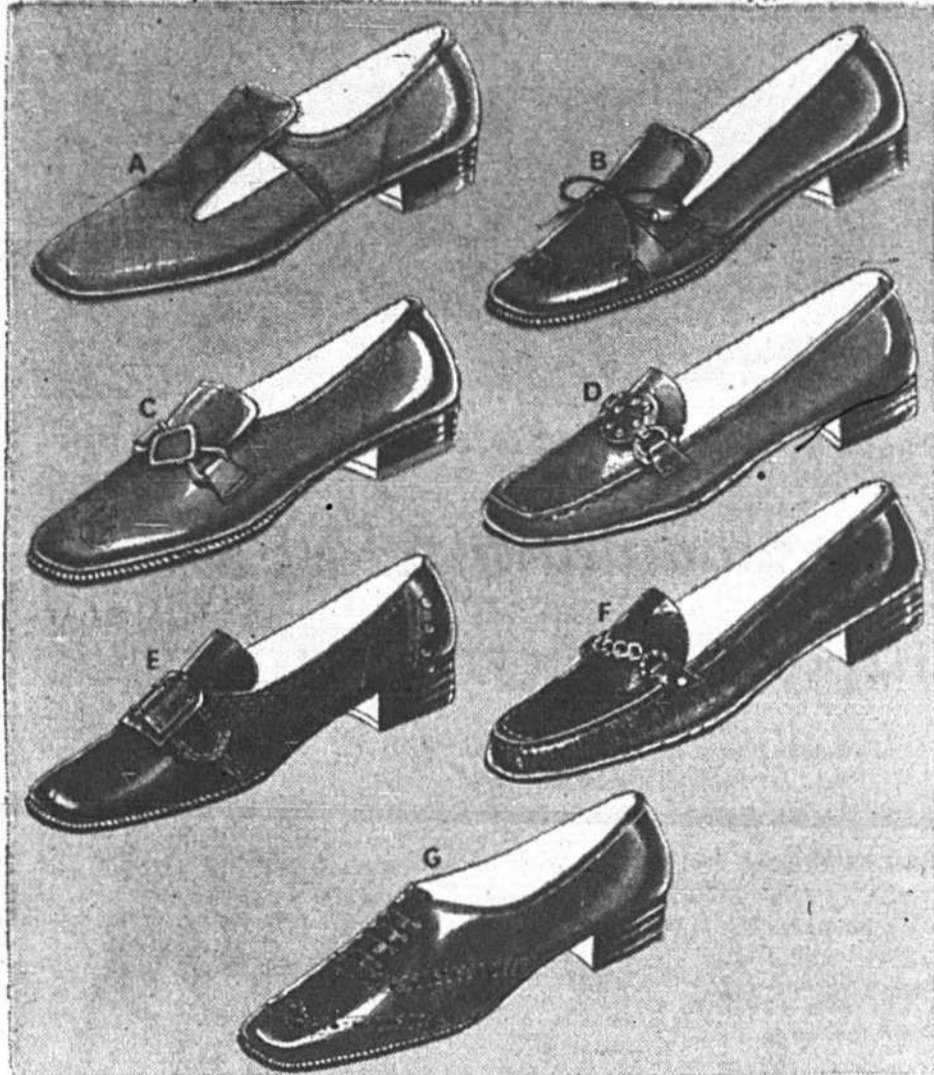
Table of cash stocks: Abilbi Black, Agnico, etc.

calgary



Au sous-sol d'aubaines Simpsons

CHAQUE ARTICLE ÉGALEMENT EN VENTE À FAIRVIEW ET ANJOU



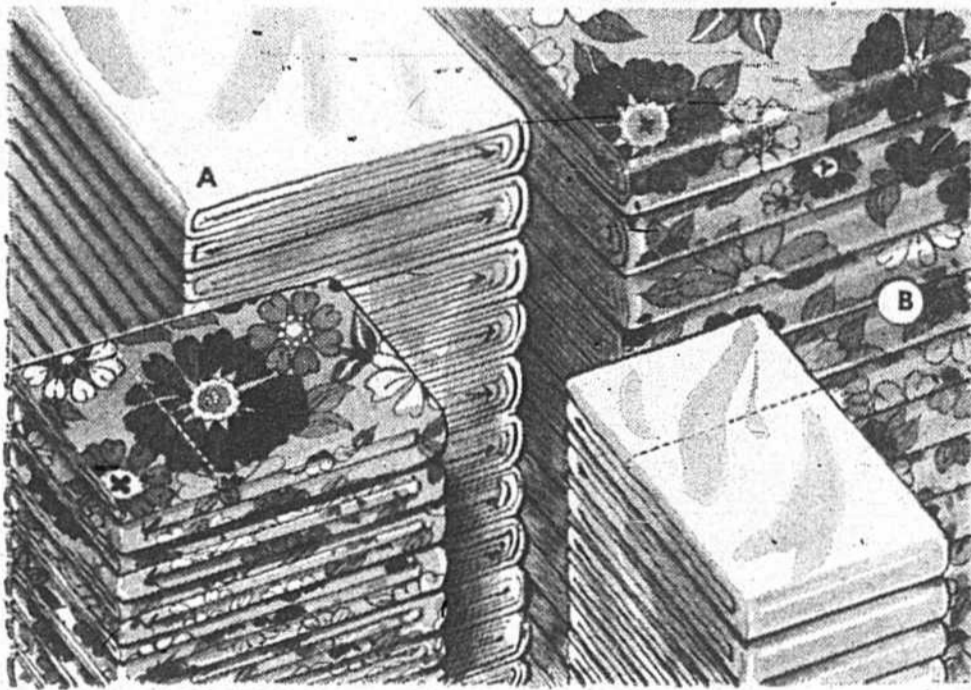
Article #42

Grande vente de souliers en cuir pour enfants

Orig. 4.99 à 8.99 **2.99** pai.

De marque "Savage" ou autre marque fameuse ! Une collection de souliers en cuir résistant... dans un choix de modèles oxfords, avec courroies ou fourreaux dans les pointures 5 pour bébés, 4 pour petits... et pour fillettes des mocassins avec chaîne, médaillon ou surpiqûres sur empeigne... dans un choix de coloris. Pointures 5 à 10 (avec 1/2) largeurs E et M. Autres modèles non représentés (787)

Pas de commandes postales ni téléphoniques



Article #36

Draps sans repassage de marque canadienne!

Blancs Plats ou préajustés, pour lit jumeaux **3.39** ch.

Des draps rebelles aux plis, qui vous font sourire au réveil !
 • 100% coton 128 fils, lavables à la machine et ne demandant pas de repassage.
 • Blancs ou imprimés de fleurs dans les tons prédominants de bleu, or ou rose.
 • Aussi teintes assorties.

	Plats	Préajustés	Vente
A. Blanc...			
Jumeaux	70 x 100"	39 x 75"	3.39 ch.
Doubles	80 x 100"	54 x 75"	3.59 ch.
Taies	42 x 33"		1.49 pai.
B. Imprimés...			
Jumeaux	70 x 100"	39 x 75"	4.49 ch.
Doubles	80 x 100"	54 x 75"	4.89 ch.
Taies	42 x 33"		1.89 pai.

(792)



Article #40

Robes droites en acétate* 8.99 ch.

Pour tailles moyennes ou demi-tailles !
 • Acétate* tamine lavable à la main.
 • Modèle manches courtes, col montant, 2 poches à rabat, simili double boutonage.
 • Bleu-roi, brun ou ivoire.
 • Tailles 10-18 (moyenne) 14 1/2-22 1/2 (1/2 taille).
 • Marque déposée. Une seule robe par commande postale ou téléphonique. (780)

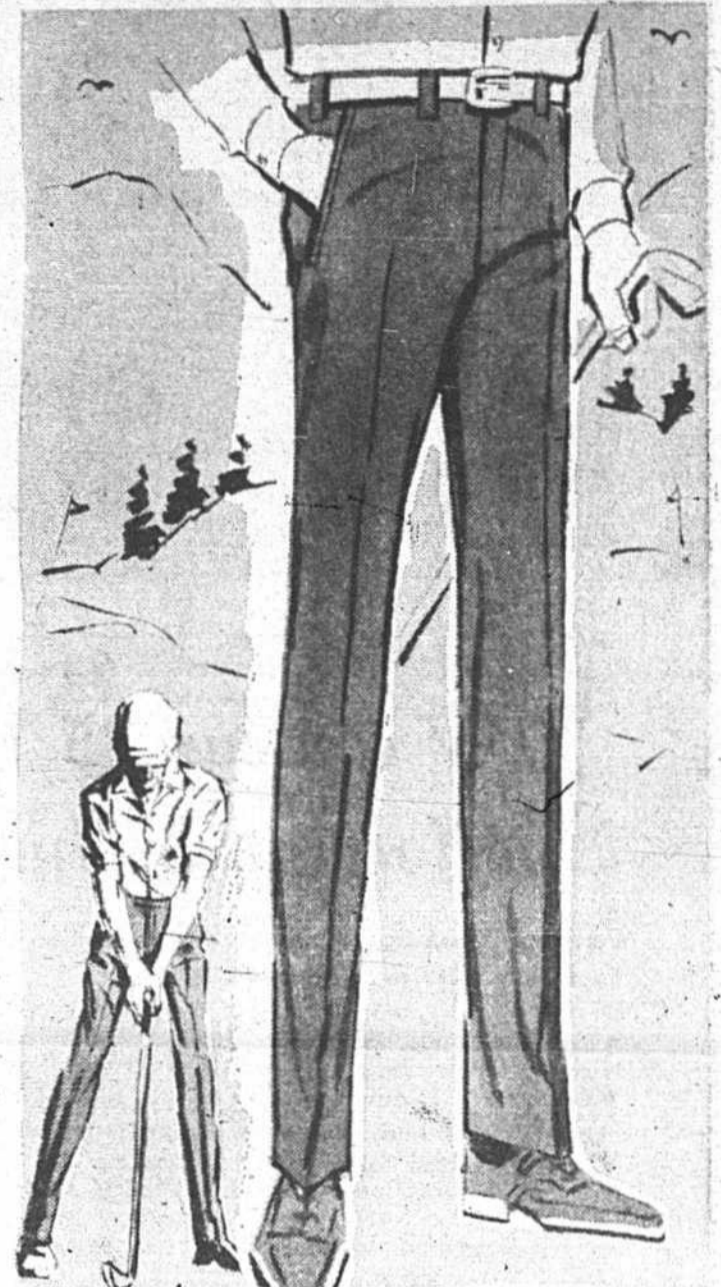


Article #43

Chemisier lavable Jersey Acétate*! 6.98 ch.

Pour dames !
 • Tricot jersey Acétate*, lavable.
 • Manches longues, boutonage devant, col à longues pointes.
 • Imprimés de brun, rose, vert, bleu.
 • Tailles 14-16-18-20
 • Commandes sur tailles
 • Marque déposée (781)

Commandes postales et téléphoniques exécutées 842-7221



Article #34

Pantalons Fortrel et coton fini Koratron*

Parfaits coûteraient 8.99

4.99 ch. 2 pour \$9

Pour hommes et jeunes gens !

Des pantalons qui se lavent sans jamais demander de repassage. Les minimes imperfections sont difficiles à déceler.

- Modèle avec taille à passants de ceinture
- Beige, ton or, bleu, vert olive, brun.

Tailles 28 à 40.

(790)

Commandes postales et téléphoniques exécutées 842-7221

Veuillez indiquer un grand choix de couleur.

Article #33

Rabais 27% à 33% sur chemises sans repassage!

Rég. 2.59 et 2.99

1.99 ch.

- Pour hommes !
- 65% polyester et 35% coton, à repassage permanent.
- Modèle manches courtes, choix de col mou ou col haut.
- Or, bleu, vert, tan.
- Tailles - 15-15 1/2-16.

(788)

Commandes postales et téléphoniques exécutées

842-7221



Article #45

Rabais \$2! Parapluies

Rég. 55. **2.99** ch.

Une collection variée de parapluies... des modèles sport ou fuselés !
 • Nylon léger, attrayantes poignées importées.
 • Tons unis ou imprimés de noir, brun, marine, rouge, beige. (Second choix de couleur)

(775)



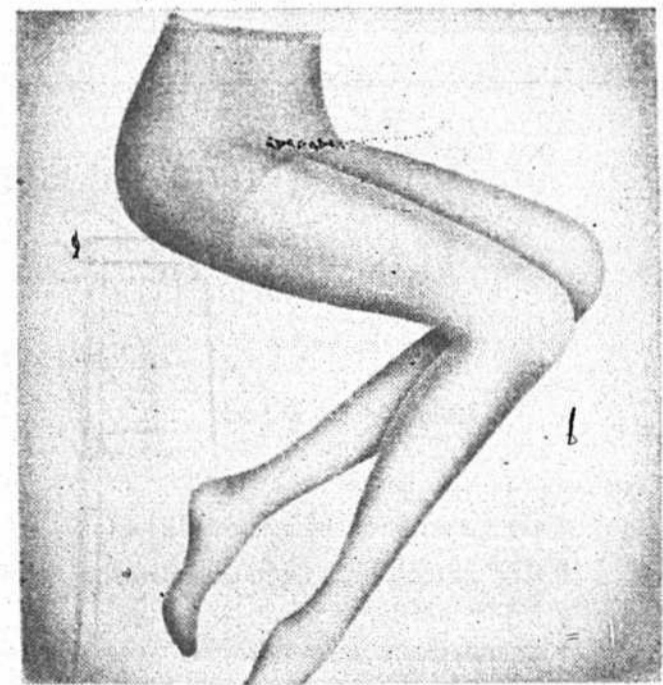
Article #47

Rabais \$4! 2 pcs velours côtelé

Rég. 9.99 **5.99** ch.

Pour fillettes !
 • Ensemble 2 pièces: robe... manches longues, 2 boutons devant, col à longues pointes, jupe à plis devant, et ceinture.
 • Veste... sans manches, 5 boutons.
 • Brun, rouge, bleu.
 • Tailles 7-8-10-12-14.

(786)



Article #49

Bas-culotte 1ère qualité

Un fin nylon sans couture. **89¢** pai. 3 pai. 2.59

Bas cantreace sans couture

Nylon extensible 1ère qualité. **34¢** pai. 12 pai. \$4

(786)

Commandes postales et téléphoniques exécutées 842-7221

HEURES D'AFFAIRES:

Lundi, mardi et mercredi en ville de 9 h à 17 h 30. Fairview et Anjou 9 h 30 à 18 h.

Judi et vendredi en ville: de 9 h à 21 h. Fairview et Anjou: 9 h 30 à 21 h. Les 3 magasins ouverts samedi de 9 h à 17 h.

Service téléphonique ouvert

Du lundi au mercredi: 8 h 30 à 18 h. Jeudi et vendredi: 8 h 30 à 21 h. Samedi: 8 h 30 à 17 h.

COMPOSEZ: 842-7221

Bertrand: "La défaite de l'UN est due à Masse, Cardinal et Beaulieu"



La défaite de l'Union nationale aux dernières élections provinciales est due, selon M. Jean-Jacques Bertrand, à l'incohérence de MM. Marcel Masse, Mario Beaulieu et Jean-Guy Cardinal relativement à la question constitutionnelle.

L'ancien premier ministre reproche surtout à ses trois collègues d'avoir dévié de la position mitoyenne qu'il avait lui-même adoptée sur cette question.

Ainsi, il blâme l'ex-ministre des Affaires intergouvernementales, M. Masse, d'avoir parlé, durant la campagne électorale, d'une alliance éventuelle entre l'UN et le Parti Québécois.

Il reproche à M. Mario Beaulieu, ministre des Finances dans le cabinet UN, d'avoir affirmé que le Québec "deviendra indépendant en 1974 à moins qu'il y ait débloccage dans les négociations constitutionnelles".

Enfin, il reproche à son ancien ministre de l'Éducation, M. Cardinal, d'avoir affirmé, lors de la campagne au leadership du parti, que l'UN était ouverte à toutes les options constitutionnelles, y compris celle de l'indépendance.

LA PRESSE publie aujourd'hui, à la page 58, le texte de l'entrevue canadienne, entrecoupée de laquille il a porté ces accusations.

Cabano: refus du ministre; on craint d'autres actes de violence

par Gilles RACINE
envoyé spécial de LA PRESSE
CABANO — Le ministre des Terres et Forêts, M. Kevin Drummond, ayant refusé de se rendre à l'ultimatum que lui lançait hier soir le maire

Guy Michaud, le conseil municipal de Cabano s'est réuni ce matin pour étudier les propositions du ministre visant à faire patienter la population de cette municipalité du bas Saint-Laurent jusqu'à son arrivée vendredi. Le conseil a accédé à

la demande du ministre de même que le "comité de survivance".

Toutefois, a précisé le maire Michaud, le conseil ne peut répondre des gestes spontanés que pourrait poser la population.

Le premier magistrat de Cabano a ajouté qu'il avait reçu, à cet effet, une offre d'aide de la part de deux présumés membres du FLQ mais qu'il avait clairement expliqué à ses visiteurs que la population de Cabano pouvait régler ses problèmes elle-même.

Hier soir, le maire Guy Michaud, presse par les membres du "Comité de survivance de Cabano", avait sommé le ministre de venir dès aujourd'hui rencontrer la population

d'un journaliste, a ajouté qu'il est conscient de la justice de cette cause et prêt à appuyer ses paroissiens.

"C'est la pire cochonnerie qui se soit faite au Québec", a affirmé

Voir LA PIRE en page 4

Voir CABANO en page 4

"C'est la pire cochonnerie"

QUEBEC (PC) — "J'approuve entièrement la colère de Cabano, tant qu'elle ne donne pas trop dans le vandalisme et la malhonnêteté", a déclaré le curé de Cabano, M. Lionel Hudon.

M. Hudon, qui répondait aux ques-



photo Antoine Desilets, LA PRESSE

"Il faut que le ministre vienne aujourd'hui, non pas pour rencontrer les membres du conseil municipal, mais la population", déclare un des membres du "comité de survivance" au maire de Cabano, M. Guy Michaud, à gauche.

Drapeau et 44 conseillers candidats aux élections

par Claude MASSON

Le maire Jean Drapeau en tête mais son père J. N. Drapeau exclu, les 44 conseillers municipaux du Parti civique à l'hôtel de ville de Montréal veulent

tous se porter à nouveau candidats aux élections du 25 octobre dans la métropole.

Même si le Front d'Action Politique (FRAP) a déjà annoncé qu'il présenterait des candidats dans au moins dix des 17 districts électoraux de Montréal, les conseillers du Parti civique et du maire Jean Drapeau sont prêts au combat.

Tel est le résultat d'un bref sondage effectué auprès de la grande majorité des conseillers de cette équipe à l'issue

Voir CONSEILLERS en page 6

• Autres informations, page 3



M. Joe Borowski

Ministre expulsé au Manitoba

WINNIPEG (PC) — Le ministre manitobain de la Voirie, M. Joe Borowski, a été expulsé, mercredi, de la Législature du Manitoba, pour le reste de la session, pour avoir refusé de se rétracter.

Le ministre avait déclaré qu'il existait des liens entre certains membres de l'opposition et des irrégularités qui se sont produites à Dauphin, mettant en cause le ministère de la Voirie. Ces

Voir MINISTRE en page 6

Construction: la session semble inévitable et il y a risque de guerre intersyndicale

par Pierre VENNAT
envoyé spécial de LA PRESSE

QUEBEC — La présence du sous-ministre Réal Mireault à la table des négociations n'a pas réussi à écarter la menace d'une session spéciale de l'Assemblée nationale vendredi, pour régler le conflit de la construction.

Au contraire, celle-ci devient de plus en plus certaine à mesure que les heures s'écoulent.

Qui plus est, non seulement la grève

de quelque 23.000 ouvriers de la construction, affiliés à la Confédération des syndicats nationaux, se continue, mais le conflit risque de dégénérer en lutte intersyndicale et de nuire au front commun intersyndical sur l'assurance-maladie.

C'est hier après-midi que M. Mireault a fait son apparition silencieusement à la table de négociations.

Le ministre du Travail, M. Pierre Laporte, a précédé ainsi la demande du président général de la CSN, M. Marcel

Pepin, qui désirait que le ministre soit présent à la table des négociations.

Représentant personnel du ministre, M. Mireault ne participe toutefois pas aux négociations, les représentants du gouvernement à la table des négociations MM. Claude Mériméau et Jean Boily. M. Mireault se contente d'écouter et d'informer le ministre sur le déroulement des pourparlers.

Session?

M. Louis Laberge, président de la Fé-

dération des travailleurs du Québec, qui dirigeait hier, la délégation de la FTQ, a déclaré aux journalistes qu'il est convaincu qu'il ne sortira rien de la présence de M. Mireault, parce que les parties sont encore trop éloignées.

M. Réginald Lauzier, président monténéglais de la Corporation des Maîtres-électriciens, a tenu des propos identiques ainsi que plusieurs porte-parole syndicaux et patronaux.

Le président de la Confédération des

Voir CONSTRUCTION en page 4

\$100 millions pour l'habitation

par Pierre O'NEIL
de notre bureau d'Ottawa

Ottawa. — Le gouvernement a décidé de libérer \$100.000.000 pour les injecter dans le secteur de l'habitation dans un effort en vue de relever d'environ 15.000 unités, le nombre des mises en chantier durant l'année en cours.

Le budget de la Société Centrale d'hypothèques et de logements est ainsi porté à \$950.000.000 qui ont été ou qui seront consacrés à la construction au cours de l'année.

En annonçant que \$100.000.000 additionnels sont libérés, le ministre chargé de l'habitation, M. Robert Andras, a indiqué que ces sommes seraient généralement mises à la disposition des Canadiens qui gagnent entre \$4.000 et \$7.700 en revenus.

La répartition régionale de ces sommes n'a pas encore été faite mais elle sera déterminée principalement par la demande aussi bien que par les besoins réels, ainsi que par la situation économique qui prévaut dans certaines régions du pays.

On sait qu'en outre de son budget général, le ministre dispose d'un fonds spécial de \$200.000.000 qu'il peut consacrer à des innovations en matière de logement à coût modique.

Or, il semble que d'ici la fin de semaine le ministre annoncera une nouvelle ponction sur ce fond. Elle serait de l'ordre de \$50.000.000 et il n'est pas impossible qu'environ \$17.000.000 soient dépensés au Québec. De ce fonds de

Voir \$100 MILLIONS en page 6



Trudeau au Yukon

Dans le cadre de son voyage au Yukon, le premier ministre du Canada, M. Pierre Elliott Trudeau, prend quelques ébats sur les bords de la rivière Nahanni. Il exécute une marche "verticale inverse".

— Nos informations, pages 9 et 39

au courant de la déclaration du fonctionnaire.
Ce qui a surtout soulevé la colère du

Voir \$266 MILLIONS en page 4



Demain

- Denise Proulx et Symphonien auront 11 enfants!
- Oui, Guy Godin parle comme ça à ses enfants
- Claude Dubois revient pour fonder la SPHCL

— page 2

- PSBGM: deux fois plus de français

— page 3

- Victoire des Alouettes contre Toronto

— pages 27 et 28

- Laval: 5 ans après la fusion

— page 47

- Cargo soviétique mis sous saisie à Vancouver

— page 56

- Cessez-le-feu dès cette semaine au Moyen-Orient?

— page 61



Beau et un peu moins frais

Max: 75°; Min: 55° • Détails à la page 6

POLLUTION

Pollution de l'air à Montréal:
0,02 partie par million d'anhydride sulfureux
Niveau dangereux; 0,10

Belvedere

Les fumer
c'est les aimer.

(Filtre ou Menthol)

- Sommaire**
- Annonces classées / 62 à 71
 - Arts et Spectacles / 50 - 51
 - Bandes dessinées / 94
 - Cinéma / 51
 - Décès, naissances, etc. / 72
 - Editorial / 4
 - Etes-vous observateur? / 66
 - Finance / 80 à 83
 - Horoscope / 40
 - Informations étrangères / 61
 - Informations nationales / 2
 - Les secrets de polichinelle / 44
 - Mots croisés / 63
 - "Mot-mystère" / 65
 - Radio et télévision / 51
 - Sports / 27 à 36
 - Tribunaux / 7 - 8
 - Terre des Hommes / 12
 - Vie dans les parcs / 94
 - Vie féminine / 40 à 44
 - Vie mondaine / 41
 - Votre médecin / 44



Le Parti civique : un groupe d'hommes qui pensent la même chose

— Jean Drapeau



Par André BEAUVAIS

Pressé de questions par les chroniqueurs municipaux le maire Jean Drapeau a défini, hier soir, à l'issue du caucus de son parti, la philosophie qui anime ces hommes politiques réunis sous la même bannière. "Nous sommes un groupe d'hommes qui pensons la même chose en vue de solutionner des questions importantes, solutions qui reposent sur la réalisation d'un programme politique soumis à la population et accepté par elle", de dire le maire de Montréal.

Le chef de cette équipe a précisé: "Tous les membres, sans exception, sont tenus de respecter cette philosophie."

— Comment devient-on membre du Parti civique? demanda un journaliste.

— Tout simplement en faisant la demande, de répondre le maire Drapeau.

Il précisa: Nous avons reçu plusieurs demandes, soit par écrit soit oralement.

M. Drapeau s'est cependant refusé à préciser le nombre de demandes à ce sujet. "C'est une question de régie interne du parti; mais je puis vous dire que nous en avons plusieurs", a-t-il ajouté.

Il a expliqué que les deux grandes "qualités" auxquelles doit répondre un candidat sont qu'il doit avoir un moyen convenable de gagner sa vie et qu'il doit afficher un esprit d'équipe.

Par la suite, l'intéressé doit être accepté par ses vus collègues du district où il veut poser sa candidature, par le parti et par le chef.

"N'importe qui peut poser sa candidature pour devenir membre du Parti civique, nous ne faisons preuve d'aucune discrimination... et les femmes sont également bienvenues", de poursuivre le chef de cette équipe d'hommes politiques.

Avant déclaré, au cours de sa conférence de presse, que le parti venait de terminer son "congrès général", les journalistes lui ont demandé pourquoi ce "congrès général" se tenait à huis clos et quelle était la différence entre un parti politique ouvert à tous et un parti fermé comme le parti qu'il dirige.

M. Drapeau a fait savoir que le Parti civique est composé uniquement de conseillers municipaux élus sous cette étiquette et qui s'en tiennent rigoureusement à la philosophie dictée par le parti lui-même. "Et c'est là la meilleure formule qu'un parti politique puisse adopter pour vraiment réaliser des projets importants", a-t-il fait valoir.

Quand les 44 conseillers municipaux membres de l'équipe Drapeau-Saulnier ont quitté la salle du caucus, au restaurant La Diligence, hier soir, tous témoignaient de cet esprit d'équipe qu'on retrouve fréquemment dans la salle du conseil municipal. Tous, les jeunes et les moins jeunes...

Les moins jeunes étaient eux aussi animés du feu sacré qui caractérise les jeunes conseillers, peut-être parce qu'ils ont deviné chez le chef, M. Jean Drapeau, le désir de rajeunir les rangs.

En effet, M. Drapeau a donné une réponse peu précise quand un journaliste lui a demandé s'il serait question pour son parti de diminuer la moyenne d'âge des membres. "Vous savez, de dire le responsable de cette équipe, que l'âge n'est pas tout; il faut tenir compte de plusieurs facteurs comme l'expérience, la compétence..." Il s'est abstenu toutefois de répondre par un oui ou par un non, de façon catégorique.

Le PSBGM double les périodes de français dans ses écoles

par Daniel MARSOLAIS

"Pour favoriser le bilinguisme et aussi pour satisfaire à la demande des parents", le Protestant School Board of Greater Montreal vient de décider que dès septembre, les horaires de français seront doublés au niveau élémentaire — de la maternelle à la septième année inclusivement —, et ce, dans toutes les écoles de la commission scolaire protestante.

De plus, et sensiblement pour les mêmes raisons, le PSBGM mettra à la disposition des enfants, douze classes maternelles "d'immersion totale en français" et cinq autres classes semblables pour les élèves de la première année. Enfin, pour les élèves de septième année — la dernière année du cours primaire —, la commission scolaire protestante ouvrira six écoles d'immersion en français destinées aux élèves anglophones qui veulent faire "un stage" d'une année dans une école où la langue d'usage est prioritairement le français.

Concrètement, cela signifie que la période quotidienne de français (langue

seconde) aux niveaux de la maternelle et de la deuxième année inclusivement passe de 15 à 30 minutes. Pour ce qui est des classes de la troisième à la septième année — inclusivement la période double également et passe de 30 à 60 minutes.

Fait à signaler, l'année dernière on ne dispensait pas de cours de français dans certaines écoles — maternelle, première et deuxième années — parce qu'on n'y était pas obligé.

Comme nous l'expliquait M. Marcel Fox, assistant spécial au PSBGM et vice-président du Conseil supérieur de l'éducation, les enfants qui se dirigeront vers les classes "d'immersion" seront soumis à un enseignement, qui se fera uniquement en français.

On note cependant qu'entre la première année et la septième année, il n'y a aucune classe strictement française et que les élèves de troisième qui auraient quelque velléité de poursuivre leur cours dans un programme français se voient réduits à suivre le courant... anglophone.

A ceia, M. Fox répond que l'expé-

rience qui sera tentée à l'automne n'est en fait qu'un départ et que, l'an prochain la progression devrait se faire graduellement à tous les niveaux. Donc, en septembre 1971, il devrait y avoir, en principe, des classes ou des écoles "d'immersion" pour les élèves des niveaux de la troisième à la sixième année.

Quant aux six écoles "d'immersion" ouvertes à l'intention des élèves de septième année, elles sont le fruit d'une expérience tentée l'année dernière à Saint-Laurent.

On avait alors choisi 375 élèves, parmi les meilleurs, qui voulaient, avec l'assentiment de leurs parents, tenter l'expérience suivante: suivre tous leurs cours en français. Il semble que l'expérience se soit révélée un succès, puisque cette année on ouvre cinq autres écoles du même type. C'est donc dire qu'en septembre, au-delà de mille élèves anglophones devraient fréquenter ces écoles avant de faire le saut au secondaire: le "high school".

A ce niveau cependant les changements ou les nouveautés linguistiques

sont moins nombreux. Les élèves de septième qui ont fait l'expérience de l'école française l'an dernier devront, s'ils désirent poursuivre leur cours secondaire en français, ou s'inscrire à la seule école française du PSBGM — dont la capacité est de 475 élèves — ou passer dans le clan des catholiques.

Si au contraire ils ont l'intention de demeurer dans le système scolaire anglo-protestant — ce qui est le plus probable — ils auront l'occasion de conserver un tant soit peu les connaissances acquises à l'école française. Pour ce faire, le PSBGM offre un choix de trois matières qui seront dispensées en français dans les "high school": l'histoire, la géographie et les sciences. Les autres matières au programme seront en anglais.

On a cependant prévu, si le nombre de demandes est supérieur aux prévisions qui ont été faites, d'ouvrir des sections françaises dans les écoles anglaises. "L'influence réciproque des milieux francophone et anglophone favorisera ainsi le bilinguisme" de dire M. Fox.

Construction: débrayage de 600 travailleurs de Rimouski

D'autres ouvriers de la construction sont entrés en grève, quelques heures avant que l'on sache si oui ou non le Parlement siègera vendredi pour décréter une loi d'exception dans l'industrie de la construction.

En effet, 600 travailleurs de la construction du secteur de Rimouski ont débrayé hier, quelques heures après ceux de Matane, Ste-Anne-des-Monts et Gaspé.

Il y a donc plus de 1.500 grévistes dans le Bas-du-Fleuve et la Gaspésie. Le représentant syndical de la Fédé-

ration du bâtiment et du bois (CSN), M. Pierre Saindon, pour cette région du Québec, a dit que les membres de la FTQ qui respecteront les lignes de piquetage dans la région toucheront les mêmes prestations de grève que ceux de la CSN, soit \$20 par semaine pour les ouvriers mariés et \$15 pour les célibataires.

La quasi-totalité des ouvriers de la construction à l'extérieur de Québec et de Montréal sont en grève pour réclamer la parité de salaires avec Montréal. Plusieurs importants chantiers de

Québec sont toutefois fermés.

A ces quelque 25.000 grévistes, affiliés à la CSN, il faut ajouter de 8 à 12.000 cotissants de la FTQ en province, qui ne sont pas à la grève mais que celle-ci, empêche de travailler, à cause de "violence et de menaces", affirme le président de la FTQ.

La FTQ, qui recrute la majorité de ses membres de ce secteur dans le grand Montréal, ne fait pas la grève sur la parité de salaires, considérant que la majorité de ses membres l'obtient déjà.

Les assistés sociaux

Après une rencontre "décevante" avec le ministre, DeBois songe à une escalade

par Claude BEAUCHAMP de notre bureau de Québec

QUÉBEC — M. Paul DeBois, président du Comité des assistés sociaux du Québec, songe maintenant, après avoir abandonné son jeûne, à prendre "d'autres moyens", à s'engager dans "une escalade" pour sensibiliser davantage l'opinion publique et le gouvernement au sort des assistés sociaux.

M. DeBois a fait cette déclaration au représentant de LA PRESSE immédiatement après sa rencontre avec le ministre de la Santé, de la Famille et du Bien-être, M. Claude Castonguay, qui avait accepté de le recevoir à son bureau de Québec.

M. DeBois a qualifié de "décevants"

les résultats de la rencontre car, a-t-il expliqué, "le ministre n'avait rien de concret à nous dire: nous sommes toujours devant des promesses."

M. DeBois refuse pour le moment de dire quels sont les moyens qu'il envisage pour accentuer la pression sur le gouvernement.

La rencontre entre le ministre de la Santé et le groupe représentant des assistés sociaux de Montréal s'est déroulée sur un ton très serein. M. DeBois était accompagné de travailleurs sociaux. La Corporation des travailleurs sociaux professionnels de la province de Québec, représentée par Mme Grenier, a profité de l'occasion pour présenter un mémoire au ministre.

Le ministre Castonguay a accepté, à la demande de M. DeBois, que la rencontre soit publique. Le ministre d'État à la Famille et au Bien-être, M. Gerald Harvey, de même que quelques fonctionnaires ont également participé à la réunion.

M. DeBois a transmis au ministre deux requêtes principales:

— application dès le 1er septembre de la nouvelle loi d'assistance sociale (le bill 26) qu'il considère comme une nette amélioration sur le régime actuel d'assistance publique;

— couverture du coût des médicaments et du coût des prothèses pour les assistés sociaux.

Le ministre a, en résumé, donné les réponses suivantes:

— en ce qui concerne l'application du bill 26, il est administrativement impossible de mettre efficacement en oeuvre les mécanismes requis par la nouvelle loi avant le 1er novembre; M. Castonguay a fait état d'un rapport préparé par ses fonctionnaires qui, eux, suggéreraient le 1er janvier 1971 comme délai suffisant mais le ministre a demandé au Conseil des ministres de réduire au strict minimum les procédures d'engagement du personnel, du service des achats, etc., afin que l'objectif du 1er novembre puisse être atteint;

— en ce qui concerne la couverture des frais médicaux et des prothèses, M. Castonguay a indiqué que c'était là une des priorités de son ministère mais qu'à son arrivée au pouvoir, il y a trois mois, il avait dû partir de zéro dans ce domaine: "nous allons tout faire pour arriver le plus rapidement possible à cet objectif, a-t-il promis.

"Je ne mets pas en doute la sincérité de M. Castonguay, a commenté M. DeBois, mais il n'y a encore rien de certain: c'est toujours des études et des études et, pendant ce temps, des assistés sociaux jettent à longueur d'année et ne peuvent pas se soigner adéquatement.

"Je pense à l'escalade dans les moyens de pression car c'est là la seule façon de réveiller l'attention du public et du gouvernement sur le sort injuste qui est fait à certains assistés sociaux."

Une divorcée poursuit Air Canada pour \$250,000

L'épouse divorcée d'un homme qui a péri le 5 juillet, à Toronto, dans l'écrasement d'un DC-8 d'Air Canada, intente des poursuites en dommages pour une somme de \$250,000 contre cette société aérienne.

La demanderesse, Mme Alice Marier, signale dans son action devant la Cour supérieure qu'elle avait épousé le Dr Gabriel Desmarais en 1951, et qu'elle avait obtenu une pension alimentaire

de \$150 par semaine à la suite de leur divorce, le 19 février dernier.

La deuxième femme du Dr Desmarais est morte avec lui dans l'écrasement qui avait fait 109 victimes.

Mlle Marier soutient dans sa requête que l'accident est dû à la négligence du pilote ou à une défectuosité dont Air Canada serait responsable aux termes de la loi.

Arrestation au Brésil d'un Lavallois recherché pour fraude

L'homme d'affaires de Laval contre qui un mandat d'arrestation avait été émis relativement à une fraude de \$781,618.50 a été arrêté par la police du Brésil.

Théodore Aboud doit arriver dans la métropole, vendredi après-midi, escorté du capitaine-détective Paul Beaudry, de la police de Montréal.

Aboud se serait présenté, le 15 juillet, dans trois maisons de courtage, de la rue Saint-Jacques, et, au moyen de trois faux chèques, il aurait acheté des obligations d'épargne payables au porteur.

La présumée fraude n'aurait absolument rien rapporté à Aboud et à ses complices, car les membres de l'escouade des fraudeurs de la police de Montréal avaient fait geler le chèque au montant de \$776,432.58 remis à Aboud en guise de paiement.

Le présumé fraudeur a été arrêté en fin de semaine par la police brésilienne et le capitaine Beaudry a pris l'avion, hier soir, afin d'aller cueillir Aboud pour le faire comparaître devant les tribunaux.

Un jeune homme se livre à la police à la suite d'un meurtre

Un jeune homme de 27 ans doit comparaître comme témoin important devant le coroner Laurin Lapointe vendredi, relativement à la mort de M. Archie Black, 63 ans, trouvé sans vie dans son appartement au 2117, rue Saint-Denis, le 29 juillet. René Riopel, détenu en vertu d'un mandat du coroner, s'est livré, en fin

d'après-midi hier, aux sergents-détectives Carlo Rossi et Laurent Guertin, de la Section des enquêtes criminelles. Il était accompagné de son avocat.

M. Black, un graveur sur cuivre, a été tué de quatre coups de couteau et l'arme du crime, un couteau à pain, était retrouvée sur la table de cuisine.

Montréal prépare une liste électorale qui coûtera \$1 million

Les autorités de la ville de Montréal confectionnent une nouvelle liste électorale, au coût de \$1,000,000, en prévision des élections municipales du 25 octobre. "C'est la première fois que la ville doit préparer une telle liste. Cette mesure fait suite à la récente modification de la charte de Montréal, qui accorde le droit de vote à tous les citoyens de plus de 18 ans.

Àuparavant, seuls les propriétaires et les locataires de 21 ans et plus avaient le droit de vote aux élections municipales. Ainsi,

la ville disposait d'une liste électorale toute faite lorsque ceux-ci payaient leurs impôts.

La dernière élection municipale tenue en 1966 avait coûté environ \$250,000. Cette année, la préparation de la nouvelle liste électorale va plus que tripler les dépenses.

M. Marc Boyer, qui s'occupe des élections cet été et année, a révélé qu'il faudra "environ 6,000 recenseurs pour inscrire les quelque 800,000 électeurs, ce qui représente plus que le double du nombre d'électeurs inscrits en 1966".

VOUS RECEVEZ ?
ÉPARGNEZ-VOUS TEMPS ET SOUCIS... APPELEZ-NOUS.
DELICIEUX SANDWICHES DE FANTAISIE

La meilleure façon de s'assurer du succès d'une réception, c'est de servir des sandwichs assortis Pegroid's garnis de : tranches de jambon • dinde • poulet • salade d'oeufs • 48 sandwichs cocktail, soit assez pour 6 à 8 personnes **\$325**

PEGROID'S TELEPHONEZ IMMEDIATEMENT **844-3901**
4075, rue SAINT-DENIS

ELEGANCE et CONFORT
combien dans un vêtement de base qui vous assure ce **SUPPORT ADDITIONNEL**

Un vêtement léger conçu spécifiquement pour donner tout le confort désiré, amincir les hanches et supporter solidement votre dos. **845-7251**
Nous vendons des chemises régulières.

PHARMACIE MONTREAL
La plus grande Pharmacie de Détail au Monde

JEAN P. DUQUET L.P.H.
916 EST, rue STE-CATHERINE

Trudeau comblera prochainement les vacances au Sénat

par Marcel DESJARDINS
envoyé spécial de LA PRESSE

WHITEHORSE, Yukon. M. Pierre Elliott Trudeau, premier ministre du Canada, a affirmé, hier, qu'il comblera prochainement certaines des vacances au Sénat.

D'autre part, au cours de cette même séance où il a répondu aux questions qui lui étaient posées par un groupe de 300 jeunes de Whitehorse, M. Trudeau a rappelé qu'il ne favoriserait pas personnellement l'usage des drogues à des fins non médicales. Le premier ministre a pris le soin de préciser qu'il s'agissait là, d'une opinion personnelle, qui n'était

pas nécessairement celle du législateur. Il a pris soin de préfacier ses remarques sur la drogue en précisant qu'il respectait la liberté de choix des individus.

Les propos de M. Trudeau sur les nominations au Sénat ajoutent plus de poids aux rumeurs voulant qu'il remanie prochainement son cabinet.

Dix-sept postes sont vacants au Sénat, dont cinq en Colombie-Britannique. Il n'est pas exclu que certains ministres soient nommés au Sénat, même si M. Trudeau croit qu'il faille mettre l'accent sur une véritable représentation régionale et abandonner le régime de récompenses politiques.

Peu après l'élection fédérale de 1968,

quelques postes ont été comblés au Sénat. Par la suite, la révision constitutionnelle a été amorcée et le gouvernement fédéral a préféré attendre le dénouement de ces pourparlers avec les provinces pour nommer de nouveaux sénateurs.

Hier, le premier ministre a avoué qu'il s'attendait à ce que ces entretiens progressent plus rapidement et que le moment est maintenant venu de combler les vacances au Sénat.

La drogue

Cet entretien d'une heure avec les étudiants de Whitehorse s'est engagé par une discussion sur la drogue.

Le chef du gouvernement canadien a rappelé les recommandations du rapport intérimaire LeDain, ajoutant que le gouvernement attendait le rapport final de cet organisme.

Invité à dire ce qu'il pensait de l'usage des drogues, M. Trudeau a répondu qu'il s'agissait d'une façon de se penser "high".

"Peut-être, au fond, a-t-il ajouté, que cette façon n'est pas tellement différente de l'intoxication. Il s'agit d'une forme d'évasion. En recourant à la drogue, on cherche à s'exciter d'une façon artificielle. Que l'on utilise l'alcool, la mari, le haschisch pour le faire, cela fait assez peu de différence."

M. Trudeau s'est demandé si ce moyen était vraiment le meilleur pour les jeunes qui peuvent trouver dans la nature, dans la vie, autant d'exaltations.

"Je me demande ce qu'on dirait d'un jeune qui devrait recourir à l'alcool pour se donner assez de courage pour se rendre à l'école ou encore pour effectuer ses travaux," a dit M. Trudeau pendant que son auditoire l'applaudissait.

Un pique-nique

Cette tournée du Yukon et du nord de la Colombie-Britannique est, peut-être en train de révéler le Trudeau "format familial".

Lundi à Watson Lake et à Whitehorse, mardi, lors d'un pique-nique, M. Trudeau a été assiéé par des enfants.

La fête champêtre de Whitehorse, M. Trudeau l'a consacrée en très grande partie aux enfants et il s'est montré quelque peu ennuyé lorsqu'un groupe de danseuses de "cancan" a interrompu ses conversations avec les petits pour le décorer de l'Ordre de la Jarretière du Yukon.

Il déjeunait tout bonnement au poulet frit à la Kentucky, sur la pelouse, entouré d'enfants, lorsqu'une danseuse s'est approchée de lui pour l'inviter à sa rendre sur la tribune où son diplôme de l'Ordre de la Jarretière l'attendait. Et pour mériter ce parchemin, M. Trudeau a dû retirer la jarretière de la belle qui, toute étirillante, tendait gentiment la jambe.

C'est sans doute une occasion où le premier ministre a trouvé difficile de concilier sa popularité auprès des femmes avec la faveur grandissante dont il semble bénéficier auprès des écoliers.

Dans l'entourage de M. Trudeau, on n'a pas pris cette initiative qui, a-t-on fait remarquer, cadrait mal dans ce grand pique-nique de famille.

D'autre part, à son arrivée mardi soir à Dawson Creek, M. Trudeau a été reçu par une foule des plus enthousiastes qui a scandé "We want Pierre". Il y avait plus de mille personnes à l'aéroport.

Les problèmes de la pollution: Québec créera un organisme

par François TREPANIER
envoyé spécial de LA PRESSE

WINNIPEG — Le gouvernement du premier ministre Robert Bourassa a l'intention de regrouper au sein d'un seul organisme tous les services gouvernementaux qui s'occupent de près ou de loin des problèmes de la pollution.

C'est le chef du gouvernement québécois qui a lui-même annoncé, hier, ce projet de son gouvernement, au terme de la 11e conférence annuelle des premiers ministres qui avait débuté lundi à Winnipeg.

Ce projet fait suite à une suggestion du Conseil canadien des ministres des ressources qui a reçu, hier, l'approbation de la plupart des délégations des provinces, au cours d'une séance de travail sur les problèmes de la pollution.

La suggestion avait été formulée le 20 mai dans le rapport du comité de coordination du Conseil qui n'a été publié qu'hier.

D'après le comité, chaque gouvernement, y compris celui d'Ottawa, devrait

envisager, dans le cadre de sa juridiction, la création d'un organisme unique en vue d'assurer une meilleure coordination des politiques et des programmes relatifs à la pollution du milieu.

Un tel organisme, de l'avis du comité, pourrait pallier à l'absence générale de vues d'ensemble du problème du milieu et une meilleure mise en application des programmes.

Au Québec, les politiques et les programmes en matière de pollution sont appliqués par cinq ou six ministères dont ceux de la Santé, de l'Agriculture et des Richesses naturelles.

Le premier ministre Bourassa a indiqué qu'il est possible que la vocation de la Régie des eaux soit révisée en tenant compte des suggestions du comité.

Cette régie s'occupe uniquement du problème de la pollution des eaux, mais à cause de ses structures qui sont déjà en place, on pourrait facilement lui confier un mandat plus étendu.

Toujours au sujet du problème de la pollution, par suite de leur prise de po-

sition, qui à leur avis, règle les questions, de juridiction, les premiers ministres ont fait connaître leur accord sur la nécessité d'assurer une représentation adéquate au sein du Conseil canadien des ressources et ils se sont dit disposés à augmenter à cette fin, si nécessaire, le budget de cet organisme.

D'après les premiers ministres, le Conseil devrait aviser tous les niveaux de gouvernement sur les mécanismes requis pour établir des moyens de contrôle de la pollution plus effectifs.

Il devrait en outre agir tel un Conseil canadien de l'environnement et présenter lors de la prochaine conférence des premiers ministres un rapport de ses activités.

Les délégations des diverses provinces ont également indiqué qu'elles sont d'accord avec d'autres suggestions du comité du Conseil touchant la nécessité d'en venir le plus tôt possible à une entente sur l'élaboration d'un calendrier d'objectifs et en ce qui touche la coordination des programmes de recherches et d'information.

Avant de terminer leurs travaux, les premiers ministres devaient également discuter, hier, des problèmes de l'agriculture, mais, après quelques minutes à peine d'échanges de vues, il a été convenu de remettre à plus tard, soit lors de la conférence des ministres de l'Agriculture en novembre, l'étude des sujets qui étaient prévus en cette matière à l'ordre du jour de la conférence.

Les premiers ministres devaient discuter en particulier du problème du blé et du lait. Ils se sont contentés de faire savoir qu'ils feront des représentations à l'égard de ces problèmes lors de la conférence de novembre et ils ont rappelé qu'il est important que le gouvernement fédéral consulte les provinces avant de procéder à des changements en matière de politiques agricoles.

Aucune résolution n'a été adoptée tant sur ces sujets qu'à l'égard du problème de la pollution.

Cette absence de résolution tient compte d'une vieille consigne qui veut que ce genre de procédure soit banni de

la conférence annuelle des premiers ministres.

Le respect de cette consigne a eu pour effet de laisser une fois de plus l'impression que la conférence annuelle des premiers ministres est inutile et peu profitable.

Plusieurs premiers ministres dont le président de la conférence, M. Ed Schreyer de Manitoba et M. Louis Robichaud, du Nouveau-Brunswick, ont cependant affirmé le contraire et soutenu que leurs échanges de vues et leurs consultations ont été très utiles.

Le premier ministre du Québec, qui a paru ennuyé à plusieurs reprises au cours de sa première apparition à cette conférence, a lui-même tenu des propos dans ce sens.

Est-ce à cause de ces propos? Quoiqu'il en soit, la plupart des premiers ministres des provinces n'ont eu que des éloges à formuler à son égard, le décrivant comme un premier ministre aux allures d'hommes d'affaires sérieux, modeste et simple.

Occupation de l'ambassade de la RAU à Ottawa

OTTAWA (UPI) — L'ambassade de la République arabe unie à Ottawa a été occupée, hier, par un groupe de 35 personnes en guise de protestation contre la décision du gouvernement du Caire d'accepter le plan de paix américain pour le Moyen-Orient, connu sous nom de plan Rogers.

L'enseignant catholique dans un monde "en mutation"

Qu'est-ce qu'un enseignant catholique dans un monde "en mutation"? C'est sur ce thème aussi vaste que classique que les conférenciers invités, hier, au congrès de l'Union mondiale des enseignants catholiques se sont penchés.

"Un des plus beaux objectifs de l'éducation chrétienne est celui de faire de l'homme le "constructeur" de la société plutôt que le "produit" de cette société", de déclarer hier avant-midi M. Victor Garcia Hoz, de la Fédération catholique des enseignants espagnols, qui propose une école plus vivante et plus chaleureuse, mieux adaptée à la vie et au concret.

De son côté, le Révérend C. Albert Koob, de la National

Catholic Educational Association de Washington, a parlé du rôle de l'enseignant catholique dans l'école.

"L'idéologie de l'enseignant doit lui permettre de répondre en quelque sorte à la question qu'implicitement les jeunes lui posent tous les jours: quel usage dois-je faire de ma liberté? A moins de s'être lui-même posé la question, à moins d'y chercher continuellement réponse lui aussi, l'éducateur chrétien ne peut espérer s'identifier à ses élèves avec eux, il ne pourra ni les atteindre ni leur parler. Et alors, l'Eglise ne sera pas présente dans leur vie ni dans le monde auquel ils sont en train de donner sa forme nouvelle."

L'ordinateur remplacera-t-il bientôt le professeur?

HAMBURG — Usant de la même autorité qu'un professeur sévère, le premier ordinateur en service dans une école publique allemande se met à débiter: "Vous faites connaissance avec une nouvelle forme d'enseignement. Il est important que vous travailliez avec concentration et que vous suiviez exactement mes instructions". Théâtre de cet événement, qui introduit une nouvelle époque dans les méthodes d'enseignement: l'école professionnelle de mécanique et d'électrotechnique à Hambourg-Altona.

Les machines à traiter l'information vont révolutionner l'enseignement, tout comme l'invention de l'imprimerie voici 500 ans. C'est à Johann Gutenberg que nous devons le manuel scolaire qui va être bientôt remplacé par le "terminal" d'ordinateur électronique. Dans une trentaine d'années au plus tard, chaque foyer disposera d'une ma-

chine à enseigner qui assistera les parents dans leur perfectionnement et les enfants pour leurs devoirs.

Tel est du moins l'avis du professeur Hans-Heinrich Plickat, directeur de la section de pédagogie à l'Université de Hambourg. C'est lui qui a initié les élèves d'Altona au travail avec l'ordinateur. Le petit ordinateur de Hambourg, qu'une liaison téléphonique relie au centre de calcul de Francfort, n'est doté pour le moment que d'un programme expérimental de géométrie. Mais au printemps 1971, il est prévu de faire suivre des cours de trigonométrie à 15 élèves au moyen de 15 terminaux, tandis que les 15 autres de la classe expérimentale travailleront, suivant les méthodes traditionnelles. Le centre de calcul de Francfort emmagasine et actualise le programme pour six mois d'enseignement.

L'Algérie indépendante: à la recherche d'un équilibre

ALGER (PA) — Huit années se sont écoulées depuis la fin de la domination française en Algérie, et celle-ci semble avoir finalement retrouvé son équilibre. Certains diplomates prévoient l'avènement d'une grande prospérité économique.

Des voitures neuves, pour la plupart de fabrication française, encombrant les rues. Les hommes d'affaires étrangers envahissent les hôtels et les transports aériens. Les clients se pressent en foule dans les boutiques de luxe de la rue Didouche-Mourad, autrefois la rue Michelet.

Le plan de développement industriel établi ambitieusement par l'Algérie, et qui s'échelonne sur une période de quatre ans, prévoit une hausse annuelle de neuf pour cent dans le produit national brut, d'ici 1973. Des usines nouvelles surgissent grâce aux capitaux étrangers, et les mendiants ont disparu presque complètement des rues de la ville.

L'Algérie a surmonté le bouleversement qui a suivi son accession à l'indépendance.

Cependant, la fin de la domination française a été un sujet de déception pour plusieurs. Les foules enthousiastes qui se rassemblaient, dans les rues, en 1962, croyaient que de l'indépendance allait surgir une ère de bonheur et de prospérité, après 130 années de domination coloniale et une dure "guerre de libération" qui avait duré huit ans.

En réalité, c'était le début du chaos, de luttes sanglantes et de 4 années additionnelles d'austérité. Plus d'un million de Français qui avaient dominé l'économie et l'administration de l'Algérie s'enfuirent dans un mouvement général de panique. Plusieurs de ceux qui restèrent furent finalement expulsés ou virent leurs biens confisqués.

Faute de technocrates algériens, l'administration faillit s'écrouler. L'économie retomba aux niveaux de 1912. Admed Ben Bella, le président d'alors, tentait d'encourager les millions de chômeurs par des discours enflammés et par des projets mirabolants mais peu réalistes.

pas un homme n'a la même taille



C'EST POURQUOI LA VENTE DE COMPLETS FAITS SUR MESURES DE

A. Gold & Sons

EST LA RÉPONSE À CE QUI A ÉTÉ OMIS PAR DAME NATURE

Parce que... "Nous refuserons de vous le laisser porter A moins qu'il ne soit parfaitement ajusté"

PRIX DE VENTE DE COMPLET

RÉGULIER \$135.00

\$ 98

2 POUR \$190.00

utilisez votre compte courant ou ouvrez en un avec nous

jusqu'à 25 semaines pour payer

Quelle que soit la grandeur ou la stature qu'à vous ayez, soyez assuré que votre complet sera parfaitement ajusté. Nous pourrions à tous les goûts et répondons à tous les désirs.

Vous savez, tout compte fait, les hommes sont bien contents de ne pas tous avoir la même taille. Les hommes recherchent l'individualité, ils désirent se faire remarquer et nous, de A. Gold & Sons, nous félicitons de ne faire que cela. Venez nous voir durant cette vente et nous vous le prouverons.

VENTE DE COMPLETS FAITS SUR MESURES À NOS QUATRE MAGASINS

388 OUEST, RUE STE-CATHERINE (ANGLE ST-ALEXANDRE) STATIONNEMENT GRATUIT AU GLOBE, CARRE PHILLIPS

ANJOU FAIRVIEW

960 OUEST, RUE STE-CATHERINE (VOISIN DU CINEMA LOEWS) STATIONNEMENT GRATUIT AU CANADA-WIDE, MANSFIELD & DE MAISONNEUVE

ARGENT À PRETER

Autos à vendre section containing various car listings with details on models, prices, and locations. Includes entries for Pontiac, Ford, and other vehicles.

Autos à vendre

Autos à vendre section containing various car listings with details on models, prices, and locations. Includes entries for Ford, Chevrolet, and other vehicles.

naissances-décès et mariages

Parents et amis peuvent rendre leurs derniers hommages dans les salons funéraires énumérés ici entre 3 h et 22 h

Funeral notices for several individuals, including BARCELLO, BELL, BOURASSA, and others. Each notice provides details on the deceased and the funeral home handling arrangements.

REMERCIEMENTS

Parents et amis peuvent rendre leurs derniers hommages dans les salons funéraires énumérés ici entre 3 h et 22 h

Expressions of gratitude for funeral services received by various families, including LAMARRE, FURNIER, and others.

Pollution

La Régie des eaux fouille le lac des Deux-Montagnes

Article discussing the environmental study conducted by the Régie des eaux on the lac des Deux-Montagnes, focusing on water quality and pollution levels.

Une collision d'autobus fait 122 blessés

Report on a severe bus collision involving a truck on the Saguenay Expressway, resulting in 122 injuries and significant property damage.

REMERCIEMENTS

Expressions of gratitude for funeral services received by various families, including FURNIER, LAMARRE, and others.

Contremaître

Job advertisement for a construction foreman (Contremaître) with experience in concrete and masonry work.

Contremaître

Job advertisement for a construction foreman (Contremaître) with experience in concrete and masonry work.

Contremaître

Job advertisement for a construction foreman (Contremaître) with experience in concrete and masonry work.

Contremaître

Job advertisement for a construction foreman (Contremaître) with experience in concrete and masonry work.

Contremaître

Job advertisement for a construction foreman (Contremaître) with experience in concrete and masonry work.

Contremaître

Job advertisement for a construction foreman (Contremaître) with experience in concrete and masonry work.

Contremaître

Job advertisement for a construction foreman (Contremaître) with experience in concrete and masonry work.

Inondations au Venezuela

News report about severe flooding in Venezuela, with thousands of people displaced and significant damage to infrastructure.

Une collision d'autobus fait 122 blessés

News report about a severe bus collision involving a truck on the Saguenay Expressway, resulting in 122 injuries and significant property damage.

REMERCIEMENTS

Expressions of gratitude for funeral services received by various families, including FURNIER, LAMARRE, and others.

REMERCIEMENTS

Expressions of gratitude for funeral services received by various families, including FURNIER, LAMARRE, and others.

MESE ANNIVERSAIRE

Large section containing numerous funeral notices and expressions of gratitude for services received by various families across the region.

MESE ANNIVERSAIRE

Large section containing numerous funeral notices and expressions of gratitude for services received by various families across the region.

Bourse de Montréal

Table of stock market data for Montreal, including columns for stock names, prices, and changes.

Bourse Canadienne section containing various stock listings and their market movements.

New York

Table of New York stock market data, listing major indices and key stocks.

Dow-Jones de clôture

-1.09 à 724.81

Cours du dollar

Table showing exchange rates for various currencies, including the US dollar.

Cours au comptoir

Table of commodity prices, including metals, grains, and other goods traded in the market.

Table of agricultural commodity prices, including various types of wheat, corn, and other farm products.

Bourse Canadienne

Table of stock market data for the Canadian stock exchange.

Table of stock market data for the Canadian stock exchange, continued.

MINES

Table of mining stock prices and market activity.

PETROLES

Table of oil and petroleum stock prices.

Cours de la Bourse de Toronto

Table of Toronto stock market data, listing major indices and stock prices.

Cours de la Bourse de Toronto

The market is calm at Wall Street...

Cours de la Bourse de Toronto

Table of Toronto stock market data, continued.

Cours de la Bourse de Toronto

Table of Toronto stock market data, continued.

Cours de la Bourse de Toronto

Table of Toronto stock market data, continued.

Cours de la Bourse de Toronto

Table of Toronto stock market data, continued.

Cours de la Bourse de Toronto

Table of Toronto stock market data, continued.

Cours de la Bourse de Toronto

Table of Toronto stock market data, continued.

Cours de la Bourse de Toronto

Table of Toronto stock market data, continued.

Cours de la Bourse de Toronto

Table of Toronto stock market data, continued.

Cours de la Bourse de Toronto

Table of Toronto stock market data, continued.

du paquet de la bourse

Hausse étroite, incertaine

L'activité du commerce est modérée à la Bourse de Montréal aujourd'hui où les cours...

Les industriels, les services publics et les papeteries gagnent un peu de terrain...

Parmi quelques-uns des titres les plus actifs, Dominion Textile à 12 et CIL à 9,25 gagnent...

Aléatoire, parmi les autres principaux écarts, Dome Paper échange 2,625 à 54 mais sur un échange étroit de 100 actions...

A la Bourse de Montréal, les actions 'A' privilégiées d'Alcan à 20,875 et de DuPont à 17,75...

Cours de la Bourse de Toronto

The market is calm at Wall Street at the start of the afternoon...

The Dow Jones industrial which had registered a gain of one point in the morning...

The market continues to evolve slightly in the upward direction...

Les industriels, les métaux non ferreux et les pétroles de l'Ouest évoluent en hausse étroite...

Les actions de Corporation d'Expansion Financière ont été suspendues aujourd'hui...

Les industriels, les métaux non ferreux et les pétroles de l'Ouest évoluent en hausse étroite...

PARIS - Le marché financier reste très calme mais aujourd'hui la tendance est un peu plus soutenue...

Sur le marché de l'or le lingot, après sa baisse d'hier reprend 15 à 6300 F...

NEW YORK (PA) - Le salaire moyen de l'employé de bureau est de \$99 ou 7.6 p. cent de plus...

L'employé de bureau touche \$16 de moins au Canada qu'aux USA

Cours de la Bourse de Toronto

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Cours de la Bourse de Toronto

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.

Table of Toronto stock market data, continued.